



FEDERATION
SYNTEC

En partenariat avec

walt.

LA VOIX DE L'ALTERNANCE

Étude sur l'impact socio-économique de l'apprentissage

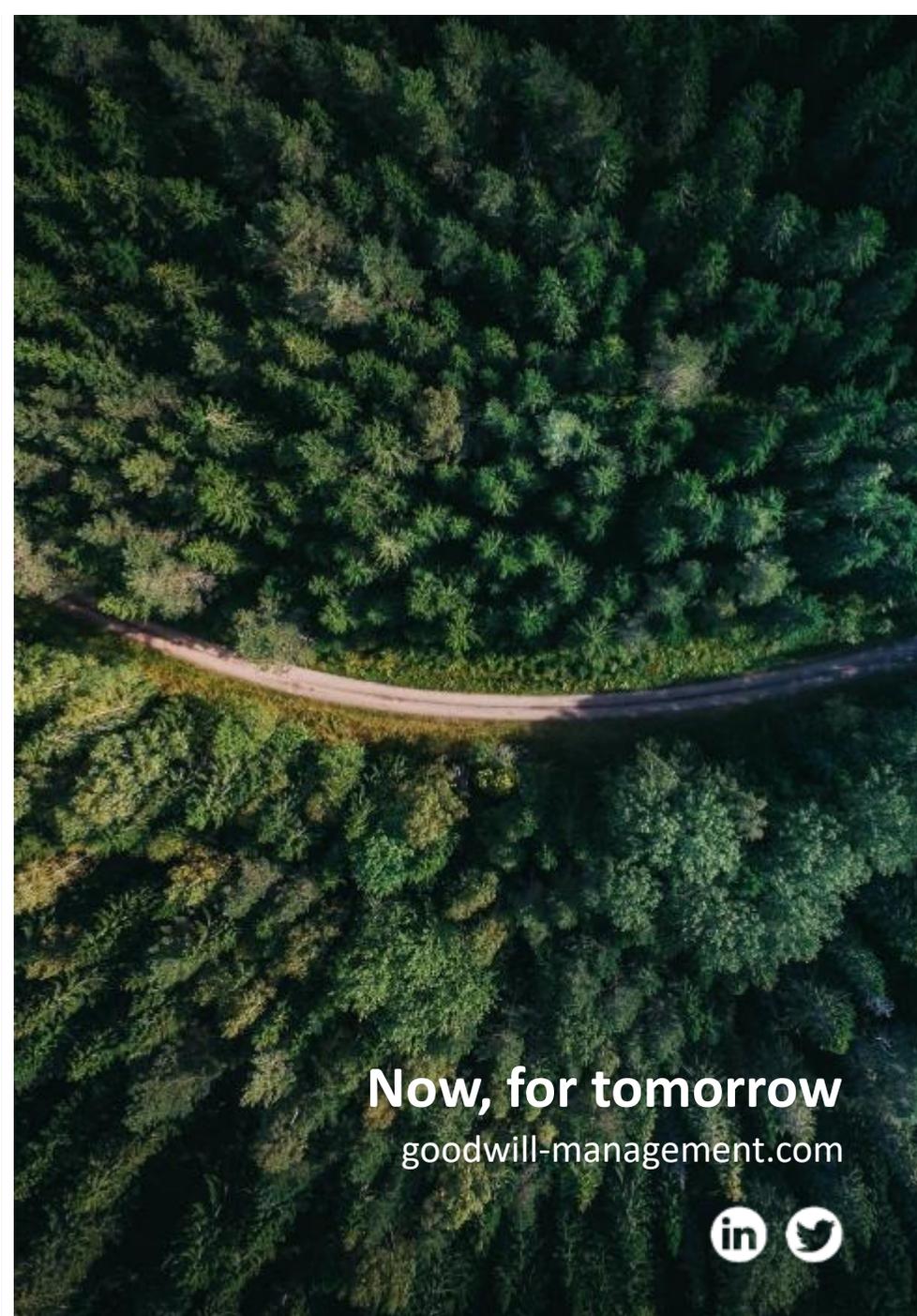
Périmètre France et périmètre Syntec

Octobre 2023



goodwill
management

GROUPE BAKER TILLY



Now, for tomorrow

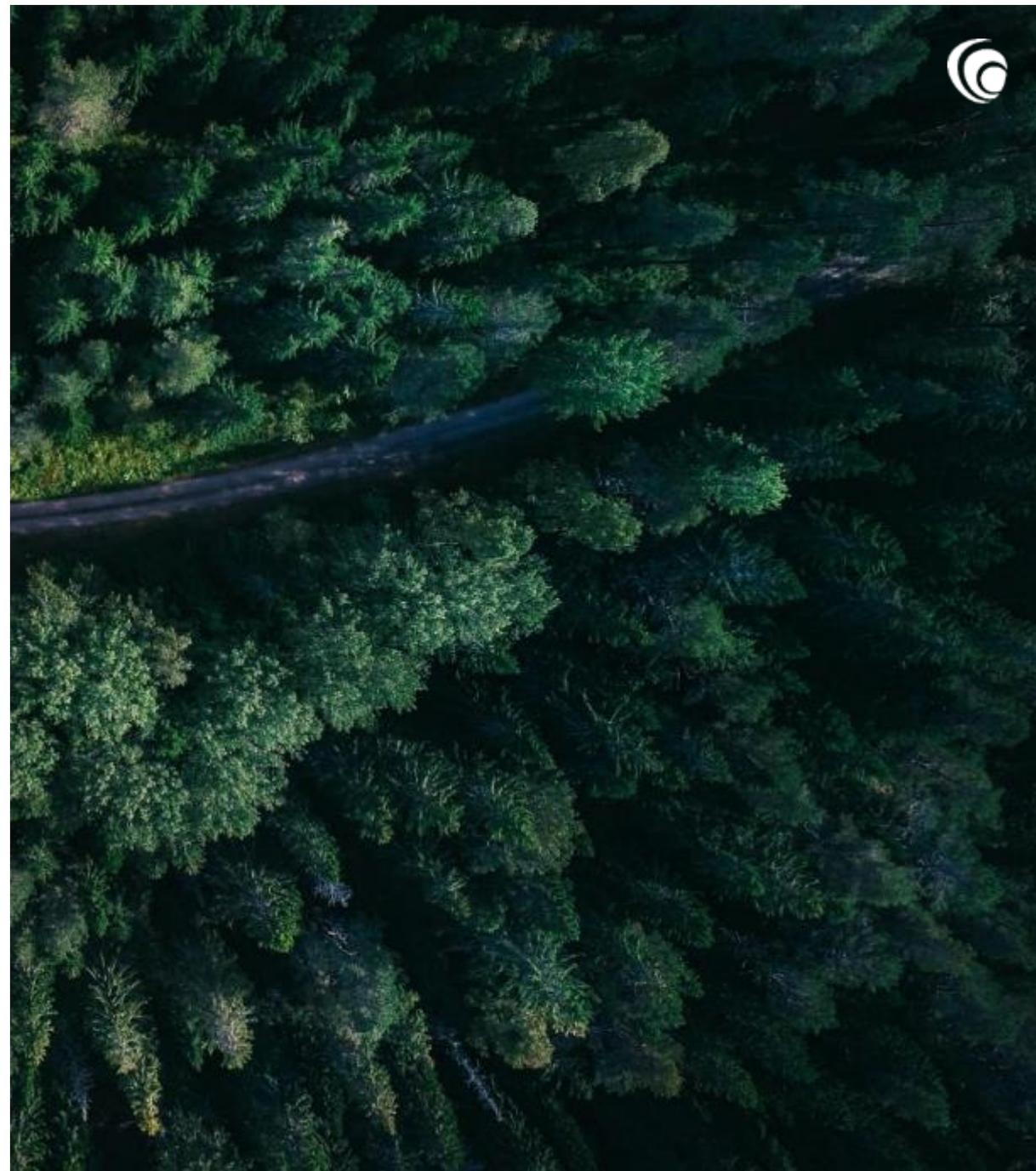
goodwill-management.com





Sommaire

1. Contexte et acteurs de l'apprentissage
2. Objectifs de l'étude et méthodologie déployée
3. Synthèse des résultats globaux
4. Résultats pour les secteurs du Syntec
5. Résultats détaillés par secteur
6. Détail des modèles
7. Annexes





1. Contexte et acteurs de l'apprentissage

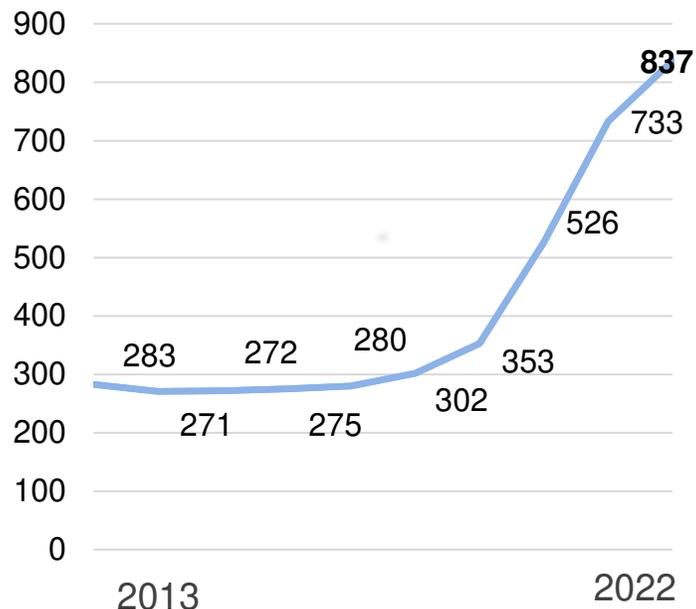


Contexte

Depuis quelques années, l'apprentissage gagne fortement en popularité pour atteindre 837 000 contrats signés en 2022 et un taux de croissance de 14 % par rapport à 2021. Le nombre de nouveaux contrats dans le secteur privé a été multiplié par 2,8 entre 2017 et 2022. Concernant le niveau de formation suivi, celui-ci est assez équilibré entre les différents niveaux de diplômes allant du CAP au BAC+5. Plus des ¾ des recrutements d'apprentis ont lieu dans les entreprises de moins de 250 salariés.

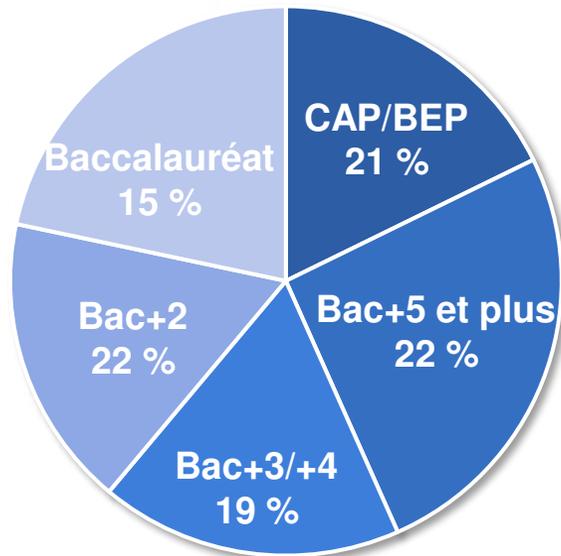
Une formation qui gagne en popularité...

Evolution du nombre de contrats d'apprentissage entre 2013 et 2022. Les chiffres sont en milliers d'apprentis.



pour tous les niveaux de diplômes...

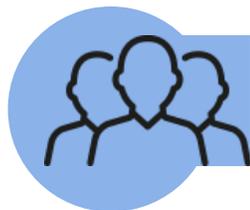
Répartition des contrats d'apprentissage par filière



essentiellement pour les petites (et moyennes) entreprises.

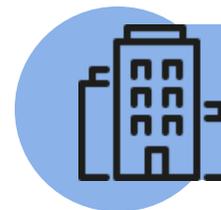


Les acteurs de l'apprentissage



Les apprentis

Les apprentis sont âgés de 15 à 29 ans. Lors de la signature de son contrat d'apprentissage, l'apprenti adopte le statut de salarié en formation et dispose des mêmes droits que les salariés de l'entreprise. Celui-ci reçoit un salaire en fonction de son âge et de l'année d'exécution de son contrat d'apprentissage. En parallèle, il s'engage à suivre une formation théorique au sein d'un centre de formation d'apprentis (CFA).



Les entreprises

Lors du recrutement d'un apprenti, l'entreprise s'engage à lui confier une mission en lien avec sa formation et à lui proposer des conditions de travail satisfaisantes. Par ailleurs, elle attribuera à l'apprenti un maître d'apprentissage qui sera en charge de l'encadrer et de l'accompagner dans l'acquisition de compétences et de savoir-faire. L'entreprise peut par ailleurs payer une partie ou la totalité du coût de la formation de l'apprenti.

Les acteurs de l'apprentissage



France compétences

France compétences est l'unique instance de gouvernance nationale de la formation professionnelle et de l'apprentissage. Créée en 2019, l'autorité à plusieurs rôles dont répartir les fonds aux différents acteurs de l'apprentissage, réguler la prise en charge de la formation et garantir la concordance entre les besoins économiques et sociaux avec les certifications professionnelles.



Les OPCO

Au nombre de 11, les OPCO (Opérateur de compétences) ont pour mission d'accompagner la formation professionnelle à travers plusieurs activités comme financer l'apprentissage en prenant en charge le coût de la formation de l'apprenti par les CFA à un niveau défini chaque année par France compétences et les branches professionnelles, aider les entreprises à formuler leurs besoins en termes de formation et aider à la construction de certifications professionnelles.

Les acteurs de l'apprentissage



Les CFA

Les CFA sont des organismes de formation certifiés qui encadrent la formation et l'enseignement pédagogique des apprentis. Ils accompagnent également les apprentis dans leur recherche d'employeur. Les formations proposées sont variées, touchent tous les secteurs et vont du CAP au BAC +5. En 2022, il existait plus de 3100 CFA.



Les branches professionnelles

Les branches professionnelles regroupent des entreprises issues du même secteur d'activités et ayant signées une convention collective ou un accord. Elles ont pour rôle de fixer le niveau de prise en charge des contrats d'apprentissage par les OPCO à l'aide des recommandations de Frances Compétences.

Les acteurs de l'apprentissage



L'État

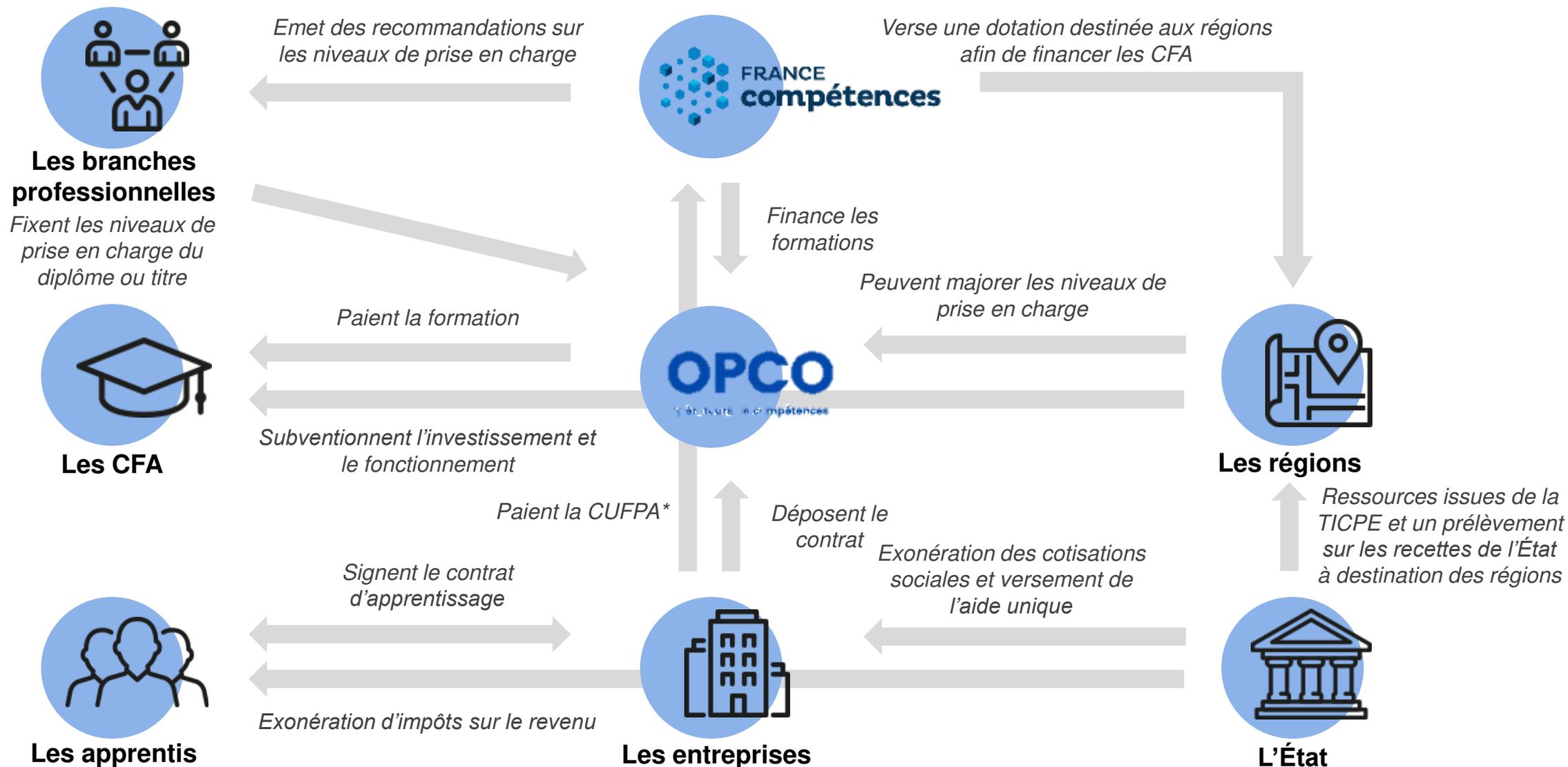
L'État a pour rôle de maintenir et développer le dispositif de l'apprentissage en incitant ses différents acteurs via des avantages financiers comme l'aide unique ou les exonérations de cotisations. Par ailleurs, il veille à l'équilibre financier du dispositif en dotant les régions d'un budget dédié.



Les régions

Depuis la réforme de l'apprentissage, le rôle des régions a évolué. Ces dernières sont désormais dotées d'une enveloppe budgétaire leur permettant de soutenir financièrement les CFA dans leurs investissements et de supporter une partie du coût de la formation des apprentis.

Le financement de l'apprentissage



*CUFPA : contribution unique pour la formation professionnelle et l'alternance



Les avantages pour les apprentis



Le taux d'insertion

L'apprentissage permet une meilleure insertion sur le marché de l'emploi grâce à la proximité des apprentis avec les entreprises et l'expérience professionnelle développée. Aujourd'hui, **deux jeunes sur trois sont en emploi dans les 6 mois qui suivent leur apprentissage.**



La rémunération

L'apprentissage permet **d'avoir un revenu tout en continuant ses études**, permettant ainsi une plus grande autonomie. En 2022, le salaire brut d'un apprenti est d'un peu plus de 1000 €. Cette rémunération permet également d'éviter aux apprentis de devoir travailler en parallèle de leurs études et d'effectuer un métier qui n'est pas en lien avec la formation qu'ils préparent et ainsi **d'améliorer leur chance de réussite.**



L'intégration dans l'entreprise

L'apprentissage est une voie privilégiée pour découvrir le monde de l'entreprise et ainsi mieux définir son projet professionnel et scolaire. Après un baccalauréat professionnel, **69 % des apprentis trouvent un emploi en lien avec leur formation** contre 52 % pour les non-apprentis.



La possibilité de poursuivre ses études

L'apprentissage permet d'enlever certains freins à la poursuite d'études comme le manque de moyens financier. Selon une enquête du CPU, **30 % des étudiants du supérieur interrogés, n'auraient pas poursuivi leurs études sans l'apprentissage.** C'est également une voie privilégiée pour reprendre ses études et faciliter la formation tout au long de sa vie.



Les avantages pour les entreprises



Former puis recruter

Ce type de formation permet de **réduire le risque d'un mauvais recrutement** et ainsi **réduire les coûts de recrutement** d'une entreprise.



Disposer d'une aide financière

Afin d'inciter les entreprises à franchir le pas de l'alternance, l'État propose **plusieurs avantages financiers** comme l'exonération partielle ou totale de charges sociales ainsi que l'aide unique à l'embauche de 4 125 € dès la première année d'exécution d'un contrat qui peuvent aider les entreprises à se tourner vers l'apprentissage.



Répondre aux besoins de compétences

Dans certains secteurs, le manque de compétences chez les jeunes diplômés peut engendrer des tensions économiques. Aider les apprentis à se former dans ces secteurs permet de **limiter la pénurie de compétences** à court, moyen et long-terme.



Maîtriser sa masse salariale

La rémunération des apprentis pouvant aller de 27 % à 100 % du SMIC, recruter des apprentis peut permettre aux entreprises de **limiter les dépenses salariales** tout en ne freinant pas son développement.



2. Objectifs de l'étude et méthodologie déployée



Objectifs de l'étude

1

Mettre à jour l'étude réalisée antérieurement pour Walt portant sur l'impact socio-économique de l'investissement dans l'apprentissage en France. Il s'agit d'évaluer le rapport coûts-bénéfices de ce dispositif pour les finances publiques, en 2022.

2

Présenter les résultats analogues pour les diplômés de l'enseignement supérieur (de bac+2 à bac+5).

3

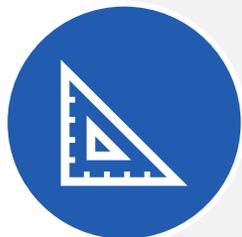
Présenter des résultats analogues pour les secteurs de la Fédération Syntec.

4

Mettre en évidence l'ascenseur social que constitue l'apprentissage sur ces 3 périmètres.



Définitions



Mesure d'impact :

La mesure d'impact consiste à évaluer les conséquences positives ou négatives, attendues ou inattendues engendrées par les changements induits par la mise en œuvre d'une action, d'un dispositif ou d'un programme. La mesure d'impact ne mesure pas un résultat dans l'absolu, mais s'évalue au regard d'un scénario de référence décrivant l'évolution la plus probable de la situation existante en l'absence de réalisation du projet/programme/action. Ces impacts peuvent être de nature environnementale, économique ou sociale.



Finances publiques :

Les finances publiques couvrent le champ des administrations publiques qui comprend :

- les **administrations publiques locales** (collectivités territoriales, organismes divers d'administration locale, caisses des écoles, collèges et lycées, chambres consulaires, etc.)
- les **administrations de sécurité sociale** (les hôpitaux et l'ensemble des régimes de sécurité sociale, les régimes de retraite complémentaire et les régimes d'assurance-chômage (Pôle emploi))
- l'État, pour les opérations retracées dans le budget général, les budgets annexes et les comptes spéciaux ;
- les **organismes divers d'administration centrale**, financés principalement par des subventions de l'État et/ou par affectation de recettes votées en loi de finances.



Notre méthodologie

1

Identification des impacts

En collaboration avec Centre Info et Walt, nous avons par le passé pu identifier plusieurs impacts de l'apprentissage pour les finances publiques que ce soit pendant ou après la formation des apprentis.

2

Quantification des impacts

Afin de déterminer l'ampleur de ces impacts, nous avons mené une revue de littérature académique et professionnelle afin d'y associer des indicateurs quantitatifs. Les impacts qui ne sont pas quantifiés dans le cadre de cette étude seront cependant mentionnés et pourront faire l'objet d'études supplémentaires.

3

Valorisation des impacts

En se basant sur une seconde revue de littérature, nos outils et notre expérience de la mesure d'impact social, nous avons mis au point des modèles de calcul pour valoriser chacun des impacts quantifiés en euros.

4

Bilan coûts-bénéfices, tous secteurs confondus

À partir du coût de l'apprentissage pour les finances publiques estimé dans le cadre de cette étude, ainsi que la valorisation monétaire des impacts, nous avons ensuite pu évaluer un retour social sur investissement de l'apprentissage.

5

Bilan coûts-bénéfices, par secteur

À partir de données sectorielles, nous avons réalisé cette étude sur chacun des secteurs représentés par la fédération Syntec, ainsi que sur le secteur de la formation continue.



Périmètres de l'étude

L'étude porte sur 7 périmètres différents :

**Convention
collective
1486**

- France dans son ensemble (tout secteur confondu) : **837 000** nouveaux contrats signés en 2022
- Secteur du conseil / études : **11 709** nouveaux contrats signés en 2022
- Secteur de l'événementiel : **729** nouveaux contrats signés en 2022
- Secteur de l'ingénierie : **9 480** nouveaux contrats signés en 2022
- Secteur du numérique : **23 431** nouveaux contrats signés en 2022
- Secteur de la traduction : **27** nouveaux contrats signés en 2022

**Convention
collective
1516**

- Secteur de la formation continue : **6 307** nouveaux contrats signés en 2022



Périmètres de l'étude

En particulier, nous avons intégré les éléments suivants :

Financement

- **Financement par l'État en 2022** : 10,5 Md€
- **Financement par France Compétences en 2022 (hors subventions de l'État)** : 6,4 Md€

Retombées

- **Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail :**
 - Pendant l'apprentissage : Chômage et inactivité évités grâce à la poursuite d'études, modélisés sur 20 mois
 - Après l'apprentissage : Chômage et inactivité évités, modélisés sur 10 ans
- **Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis :**
 - Pendant l'apprentissage : Surplus de rémunération par rapport à un scénario sans apprentissage, modélisé sur 20 mois
 - Après l'apprentissage : Surplus de rémunération par rapport à un scénario sans apprentissage, modélisé sur 3 ans puis application du coût d'un NEET* de la 4^{ème} à la 10^{ème} année
- **Augmentation des cotisations sociales et patronales :**
 - Après l'apprentissage : Surplus de rémunération par rapport à un scénario sans apprentissage, modélisé sur les 3 années qui suivent la sortie de l'apprentissage
- **Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis :**
 - Pendant l'apprentissage : Temps en moins passé à l'école par les apprentis dont une partie de la formation est assurée par l'entreprise, modélisé sur 20 mois



Nos sources de données



Atlas

Dares

Déchiffrer le monde du travail
pour éclairer le débat public

SIES

INSERJEUNES



AKTO



FRANCE STRATÉGIE
ÉVALUER. ANTICIPER. DÉBATTRE. PROPOSER.



Nos travaux sur le modèle

Mise à jour des données

Exemples :

- Nombre total de contrats d'apprentissage en France
- Coûts engagés par les OPCO
- Salaire moyen d'un apprenti
 - etc.

01

Intégration des données des OPCO Atlas et Akto (données issues de CERFA)

Exemples :

- Nombre de contrats
- Salaire moyen pendant l'apprentissage
- Répartition par diplôme
- Durée moyenne du contrat

02

Adaptation des modèles et calculs sur les différents périmètres

Après adaptation des modèles, réalisation des calculs au niveau France (tout secteur confondu) et sur chacun des secteurs d'activité considérés :

- Conseil / Études
- Événementiel
- Ingénierie
 - etc.

03



3. Synthèse des résultats globaux (tous secteurs confondus)



Les conclusions de l'étude



L'apprentissage continue d'offrir un excellent rapport coûts-bénéfices pour les finances publiques

Avec un SROI (retour social sur investissement) de 1,09, l'analyse coûts-bénéfices de l'apprentissage pour les finances publiques montre que **ses retombées économiques sont supérieures à ses coûts**. 1 € dépensé dans l'apprentissage rapporte 1,09 € aux finances publiques. **Une baisse du SROI de 10 % est observable par rapport à 2020** : 1,09 contre 1,21, mais le bilan reste tout à fait favorable à l'apprentissage.

Ainsi malgré la très forte montée en puissance du dispositif (+ 60 % de contrats en 2022 par rapport à 2020), l'apprentissage parvient à demeurer une dépense sociale non seulement très intéressante pour les apprentis et la société dans son ensemble, mais également très profitable pour les finances publiques. Ce résultat est très encourageant et semble confirmer qu'une croissance vers 1 million d'apprentis est tout à fait souhaitable.



Un dispositif pertinent pour la société dans son ensemble

Si l'on tient compte des retombées économiques pour d'autres parties prenantes (en ne considérant pas seulement les finances publiques mais aussi les alternants et la société dans son ensemble), l'apprentissage apparaît comme un dispositif encore plus bénéfique. En effet, la hausse de rémunération dont bénéficient les apprentis, à la fois pendant (4381 € par an et par apprenti en moyenne) et après leur alternance (2899 € par an et par apprenti en moyenne sur les trois années qui suivent), a un impact positif pour l'ensemble des acteurs économiques.



Les sources de financement de l'apprentissage



Financement lié au soutien financier des différents acteurs de l'apprentissage

Financement par l'État en 2022	
Aides à l'embauche d'apprentis	4 360 M€
Subventions exceptionnelles à France compétences	4 000 M€
Compensation à la sécurité sociale des exonérations spécifiques de charges sociales sur les contrats d'apprentissage	1 290 M€
Aides à l'embauche en contrat de professionnalisation	475 M€
Dépenses diverses en faveur des apprentis	322 M€
Aides diverses	12 M€
Total	10 459 M€

Financement par France Compétences en 2022 (hors subvention de l'État)	
Financement des contrats (essentiellement via les OPCO)	6 027 M€ (10 027 M€ – 4 000 M€ de subvention d'État)
Dotation des régions (investissement et aménagement du territoire)	318 M€
Dotation à l'Agence de services et de paiement (permis de conduire des apprentis)	32 M€
Dotation au CNFPT (fonction publique territoriale)	9 M€
Total	6 386 M€

Financement total en 2022 : 16,85 Md€.

Le rapport coûts-bénéfices



Financement par l'État en 2022
10,5 Md€



Financement par France Compétences* en 2022
6,4 Md€



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail
5,7 Md€



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis
3,3 Md€



Augmentation des cotisations sociales et patronales
7,5 Md€



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis
1,8 Md€

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 109 % de leurs dépenses dans l'apprentissage.** Ainsi 1 € investi dans l'apprentissage fait gagner 1,09 € aux finances publiques.

**SROI : 1,09
+ 1,47 Md€**

16,85 Md€*

18,31 Md€

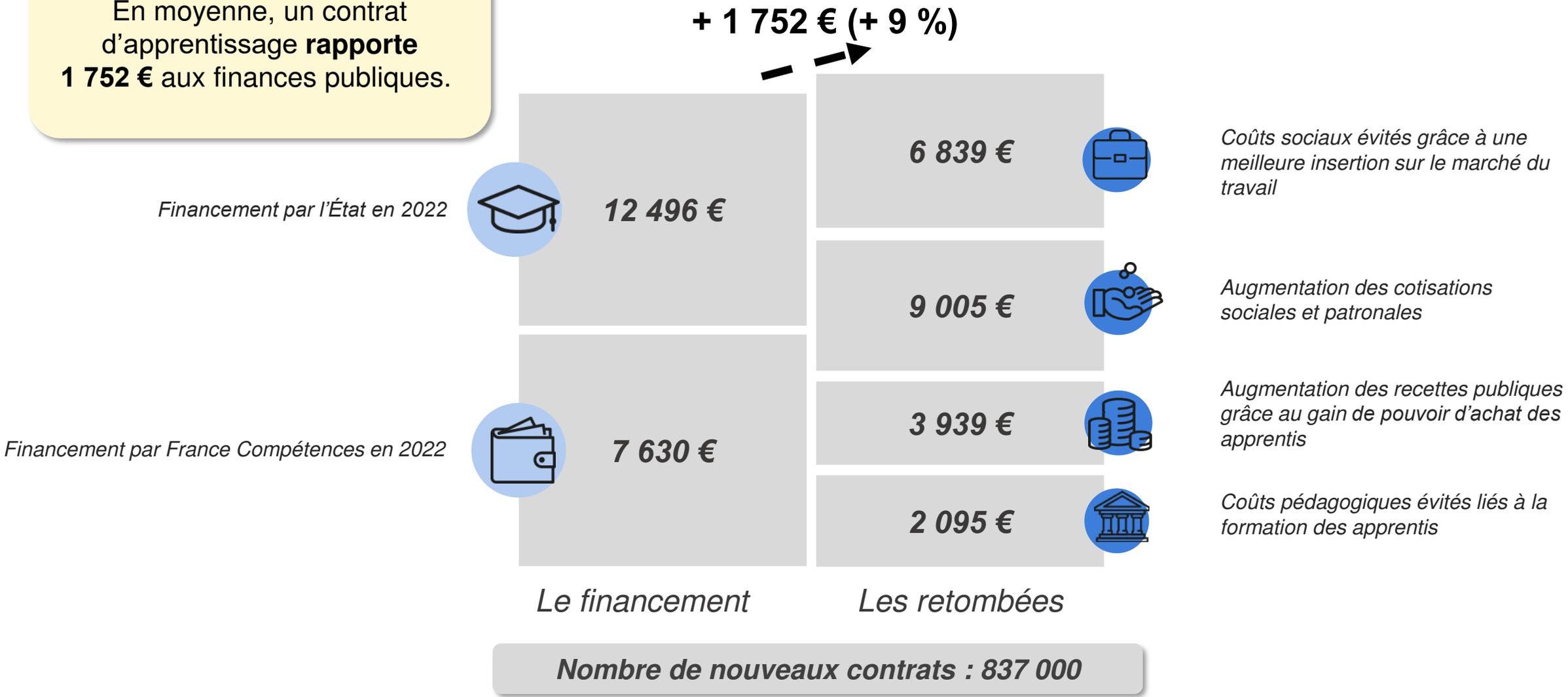
Le financement Les retombées

*En 2019, 6 milliards d'euros ont été générés par la CUFGA, dont une part comprise entre 64 % et 72 % a servi au financement des dépenses relatives à l'alternance



Le rapport coûts-bénéfices

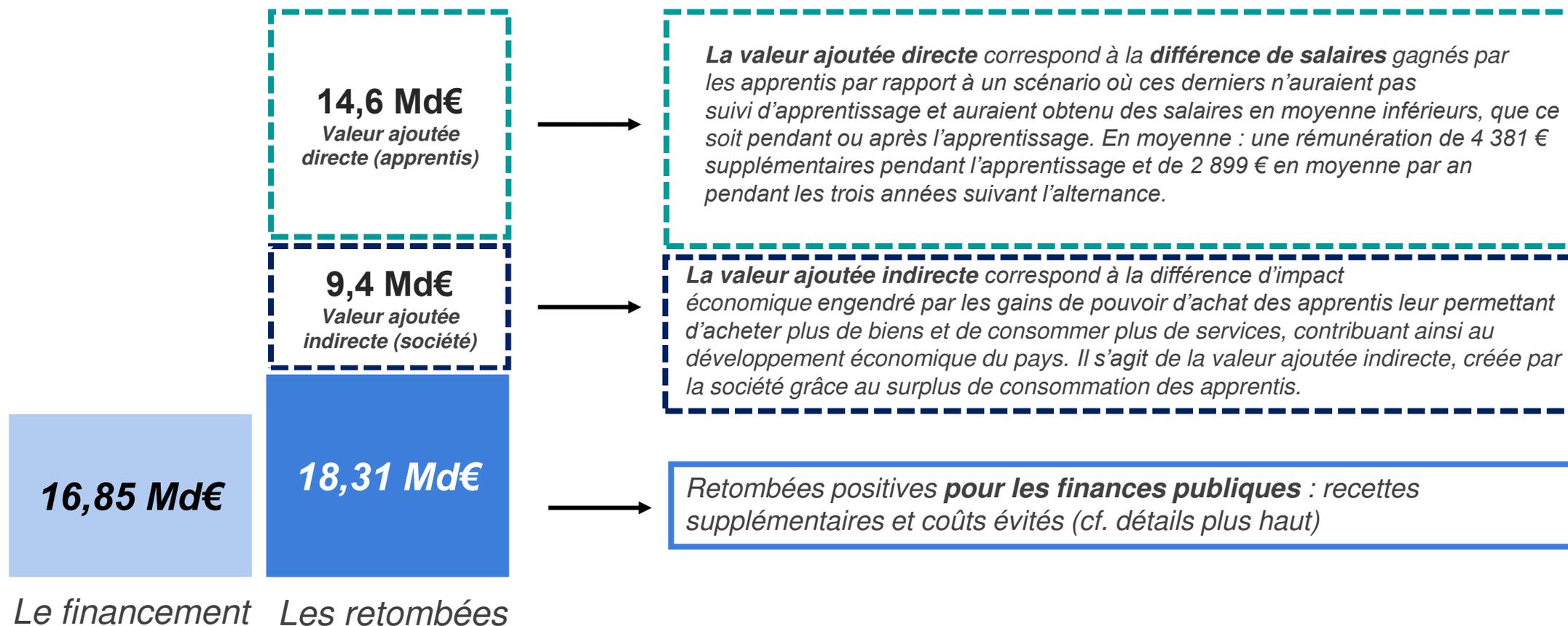
En moyenne, un contrat d'apprentissage **rapporte 1 752 €** aux finances publiques.





Une valeur ajoutée élargie

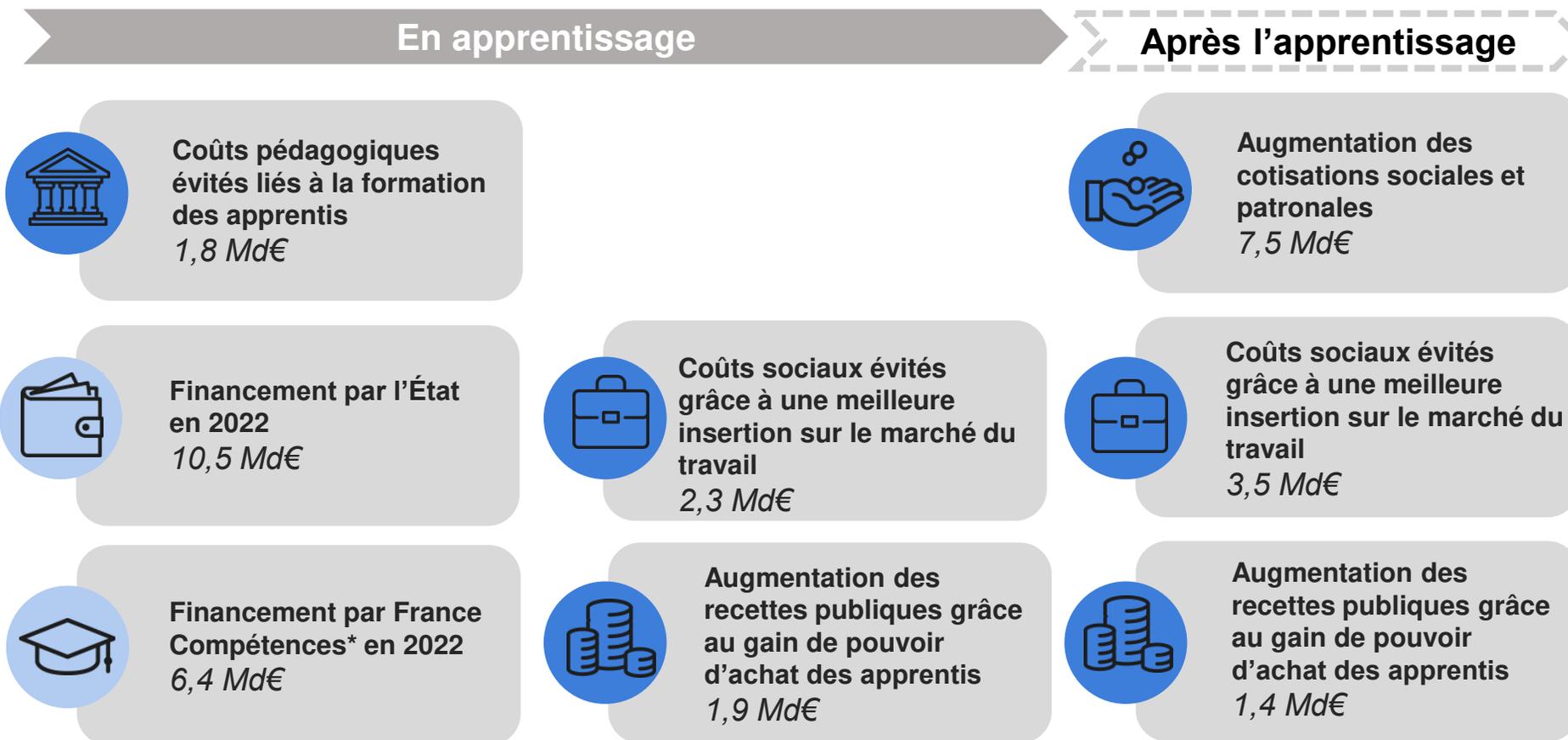
Le SROI de 1,09 pour les finances publiques ne prend pas en compte les retombées pour des parties prenantes autres que les pouvoirs publics. Pourtant, toute politique publique ne cherche pas avant tout l'enrichissement de l'État, mais plutôt l'amélioration des conditions de sa population. Ainsi, si l'on considère les autres parties prenantes et que l'on prend donc en compte la valeur ajoutée directe (meilleurs salaires pour les apprentis) et la valeur ajoutée indirecte (développement économique permis par ce surplus de gain de pouvoir d'achat des apprentis), l'impact de l'apprentissage est largement positif.



N.B. : Pour des raisons méthodologiques (définition de périmètre et redondances), les retombées présentes ici ne peuvent pas être simplement additionnées entre elles. Par exemple, certains gains de salaire dans l'économie sont déjà modélisés dans l'élément "Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis."



Vision globale de l'impact économique



*En 2019, 6 milliards d'euros ont été générés par la CUFGA, dont une part comprise entre 64 % et 72 % a servi au financement des dépenses relatives à l'alternance



4. Résultats pour les secteurs du Syntec

**(Conseil/études, Événementiel, Ingénierie,
Numérique, Traduction, Formation continue)**

Le rapport coûts-bénéfices

Pour l'ensemble des secteurs du Syntec



Financement par l'État
en 2022
592 M€



Financement par France
Compétences en 2022
361 M€

N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.



Coûts sociaux évités grâce
à une meilleure insertion
sur le marché du travail
271 M€



Augmentation des
recettes publiques grâce au
gain de pouvoir d'achat des
apprentis
179 M€



Augmentation des
cotisations sociales et
patronales
358 M€



Coûts pédagogiques évités
liés à la formation des
apprentis
96 M€

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 95 % de leurs dépenses** dans l'apprentissage dans les secteurs du Syntec.

SROI : 0,95
- 48 M€

953 M€

905 M€

Le financement *Les retombées*



Le rapport coûts-bénéfices

Pour l'ensemble des secteurs du Syntec

Dans ces secteurs, un contrat d'apprentissage représente une perte moyenne, pour les finances publiques, de 927 € (soit seulement 5 %).

- 927 € (- 5 %)
— — ▶

Financement par l'État en 2022



11 306 €

5 183 €



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

6 838 €



Augmentation des cotisations sociales et patronales

Financement par France Compétences en 2022



6 903 €

3 426 €



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

1 836 €



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Le financement

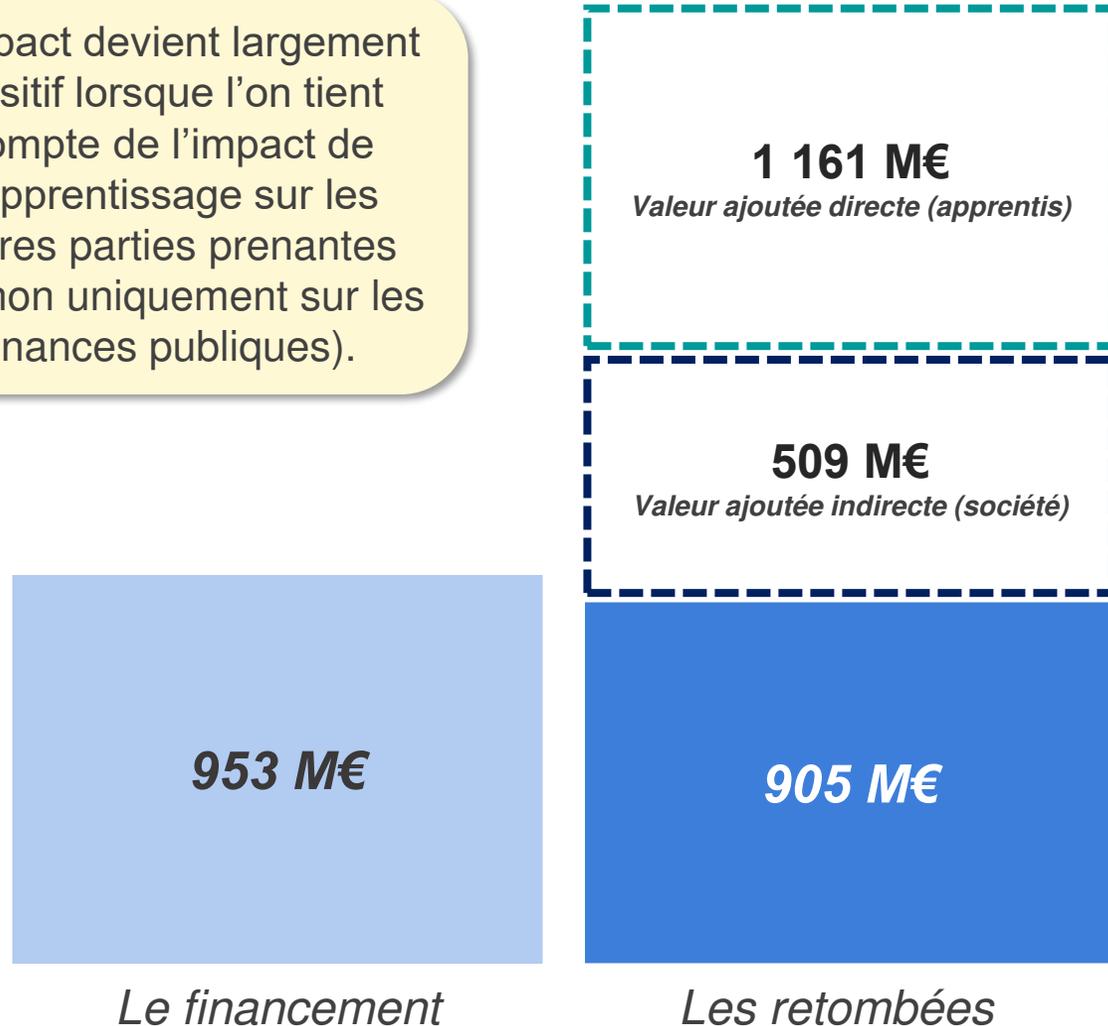
Les retombées

Nombre de nouveaux contrats : 52 327

Une valeur ajoutée élargie

Pour l'ensemble des secteurs du Syntec

L'impact devient largement positif lorsque l'on tient compte de l'impact de l'apprentissage sur les autres parties prenantes (en non uniquement sur les finances publiques).



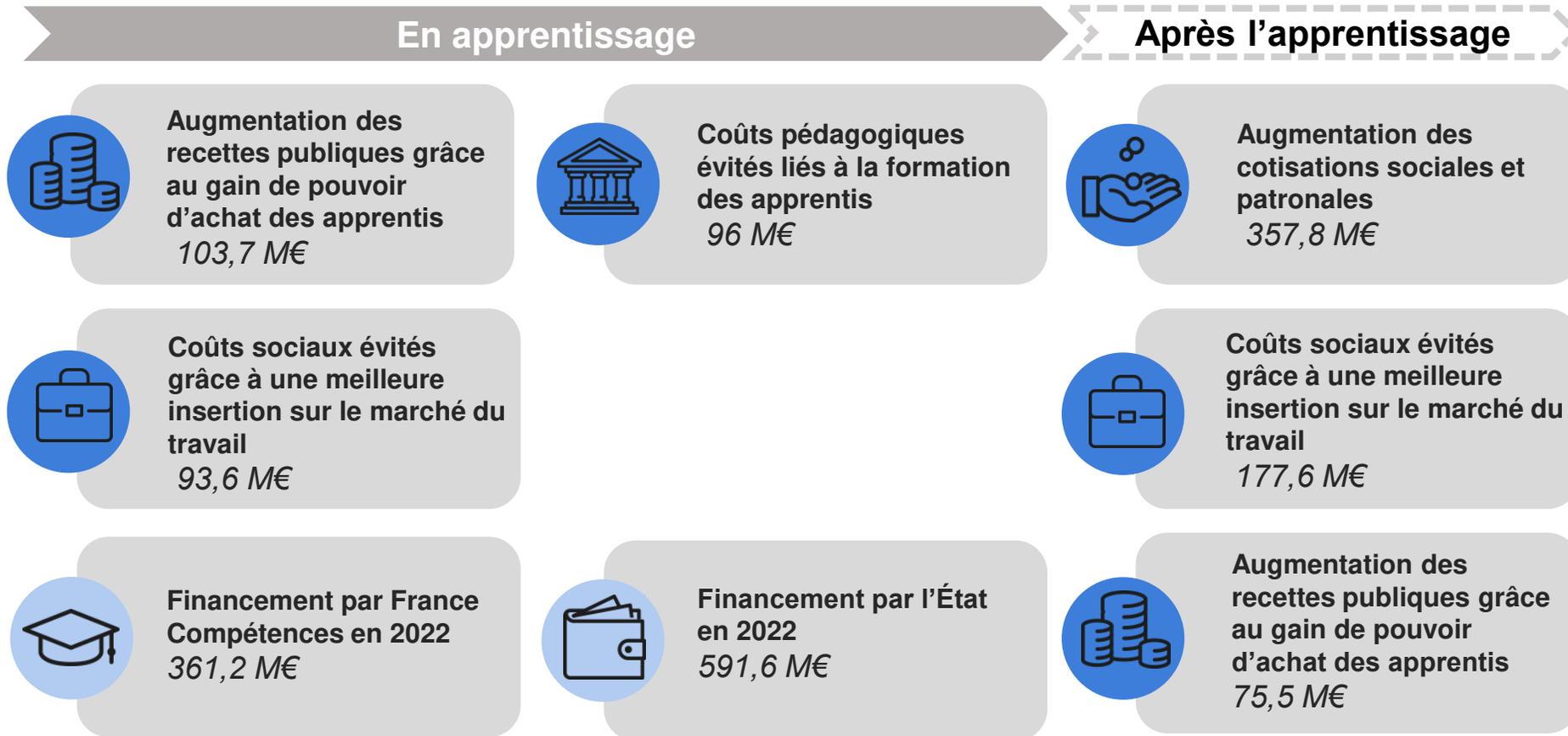
Différence de salaires gagnés par les apprentis par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas suivi d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.

Différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au **développement économique du pays**. Il s'agit de la valeur ajoutée indirecte, créée par la société grâce au surplus de consommation des apprentis.

Retombées positives pour les finances publiques : recettes supplémentaires et coûts évités (cf. détails plus haut)

Vision globale de l'impact économique

Pour l'ensemble des secteurs du Syntec





5. Résultats détaillés par secteur



Explications des différences d'un secteur à l'autre

1/ Un rapport coûts / bénéfices négatif pour les secteurs étudiés

Les SROI par secteur sont plus bas que le SROI tous secteurs confondus : 0,95 en moyenne, contre 1,09 au niveau général.

Année 2022	Général (tous secteurs confondus)	Syntec (tous secteurs Syntec)	Conseil	Événementiel	Ingénierie	Numérique	Traduction	Formation continue
SROI	1,09	0,95	1,02	0,95	0,89	0,99	1,01	0,75

2/ Des disparités en fonction de la répartition par niveau de diplôme

En effet, les étudiants en BEP / CAP sont beaucoup moins représentés dans les secteurs du périmètre Syntec, alors que ces derniers sont statistiquement soumis à un risque de chômage plus élevé. Il en va de même pour les Bac +5, pour lesquels 31 % des diplômés sont au chômage 6 mois après le diplôme.

Symétriquement, les Bac +3 / +4 sont plus représentés dans les secteurs du Syntec, mais ces derniers sont soumis à un risque de chômage plus faible, de l'ordre de 20 %. Il en va de même pour les Bac +2, dans une moindre mesure.

La faiblesse des SROI des secteurs étudiés s'explique en grande partie par cette variable, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-dessous :

Diplôme	Général (tous secteurs confondus)	Conseil	Événementiel	Ingénierie	Numérique	Traduction	Formation continue
CAP/BEP	21 %	1 %	1 %	2 %	1 %	4 %	4 %
Bac	15 %	22 %	22 %	25 %	22 %	26 %	24 %
Bac+2	22 %	23 %	25 %	35 %	27 %	19 %	33 %
Bac +3/+4	19 %	48 %	50 %	33 %	45 %	41 %	32 %
Bac +5	22 %	5 %	3 %	5 %	5 %	11 %	7 %



Explications des différences d'un secteur à l'autre

3/ D'autres données prises en compte, mais dont l'impact est marginal

D'un secteur à l'autre, les niveaux moyens de rémunérations après l'apprentissage varient de quelques points de pourcentage par rapport à la moyenne nationale. Pour les secteurs du Syntec, le revenu net moyen à 3 ans d'un apprenti a été estimé à 2 045 € par mois (6 % de plus qu'au niveau national).*

La rémunération pendant l'apprentissage varie plus amplement, de 26 % de moins que la moyenne nationale à 14 % de plus :

Pendant l'apprentissage	Général (tous secteurs confondus)	Syntec (tous secteurs Syntec)	Conseil	Événementiel	Ingénierie	Numérique	Traduction	Formation continue
Écart de rémunération	1067 €	+7 %	+11 %	+7 %	+6 %	+14 %	+7 %	-26 %

La durée des contrats varie également légèrement, allant de 16,1 à 19,2 mois selon le secteur :

Pendant l'apprentissage	Général (tous secteurs confondus)	Conseil	Événementiel	Ingénierie	Numérique	Traduction	Formation continue
Durée moyenne, en mois	18,5	17,2	16,7	19,2	18,5	18,9	16,1

*Les écarts de rémunération d'un secteur à l'autre ont été calculés à partir des montants du Rapport de Branche 2023 de la branche 1486.

Le rapport coûts-bénéfices



Financement par l'État
en 2022
132 M€



Financement par France
Compétences en 2022
80,8 M€

N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.



Coûts sociaux évités grâce
à une meilleure insertion
sur le marché du travail
64,4 M€



Augmentation des
recettes publiques grâce au
gain de pouvoir d'achat des
apprentis
44 M€



Augmentation des
cotisations sociales et
patronales
88,5 M€



Coûts pédagogiques évités
liés à la formation des
apprentis
20,2 M€

Conseil et études

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 102 % de leurs dépenses** dans l'apprentissage dans ce secteur.

SROI : 1,02
+3,8 M€

213 M€

217 M€

Le financement *Les retombées*



Le rapport coûts-bénéfices

Dans ce secteur, un contrat d'apprentissage représente un gain moyen, pour les finances publiques, de 329 € (soit 2 %).

+ 329 € (+ 2 %)



Financement par l'État en 2022



11 306 €

Financement par France Compétences en 2022



6 903 €

Le financement

5 498 €



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

7 556 €



Augmentation des cotisations sociales et patronales

3 756 €



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

1 728 €



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Les retombées

Nombre de nouveaux contrats : 11 709



Une valeur ajoutée élargie

Conseil et études

L'impact est largement positif lorsque l'on tient compte de l'impact de l'apprentissage sur les autres parties prenantes (en non uniquement sur les finances publiques).



Le financement



Les retombées

Différence de salaires gagnés par les apprentis par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas fait d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.

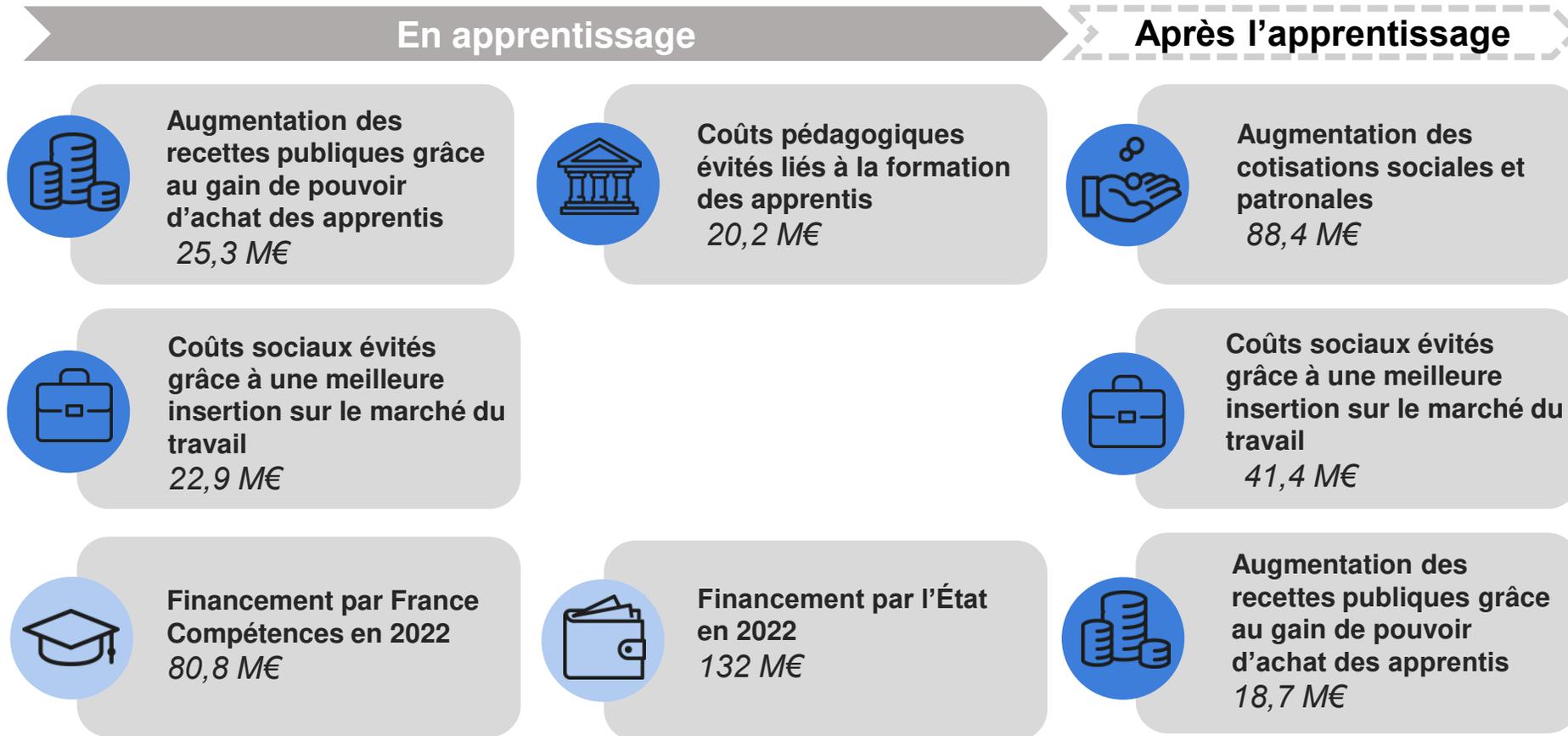
*Différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au **développement économique du pays**. Il s'agit de la valeur ajoutée indirecte, créée par la société grâce au surplus de consommation des apprentis.*

Retombées positives pour les finances publiques : recettes supplémentaires et coûts évités (cf. détails plus haut)

N.B. : Pour des raisons méthodologiques (définition de périmètre et redondances à exclure), les retombées présentes ici ne peuvent pas être simplement additionnées entre elles. Par exemple, certains gains de salaire dans l'économie sont déjà modélisés dans l'élément « Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis ».

Vision globale de l'impact économique

Conseil et études



Le rapport coûts-bénéfices



Financement par l'État
en 2022
8,3 M€



Financement par France
Compétences en 2022
5 M€

N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.



Coûts sociaux évités grâce
à une meilleure insertion
sur le marché du travail
4 M€



Augmentation des
recettes publiques grâce au
gain de pouvoir d'achat des
apprentis
2,7 M€



Augmentation des
cotisations sociales et
patronales
4,8 M€



Coûts pédagogiques évités
liés à la formation des
apprentis
1,2 M€

Événementiel

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 95 % de leurs dépenses** dans l'apprentissage dans ce secteur.

SROI : 0,95
- 0,7 M€

13,4 M€

12,7 M€

Le financement Les retombées



Le rapport coûts-bénéfices

Dans ce secteur, un contrat d'apprentissage représente une perte moyenne, pour les finances publiques, de 970 € (soit seulement 5 %).

- 970 € (- 5 %)



Financement par l'État en 2022



11 306 €

5 388 €



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

6 513 €



Augmentation des cotisations sociales et patronales

Financement par France Compétences en 2022



6 903 €

3 673 €



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

1 665 €



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Le financement

Les retombées

Nombre de nouveaux contrats : 736



Une valeur ajoutée élargie

Événementiel

L'impact devient largement positif lorsque l'on tient compte de l'impact de l'apprentissage sur les autres parties prenantes (en non uniquement sur les finances publiques).



Le financement



Les retombées

Différence de salaires gagnés par les apprentis par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas fait d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.

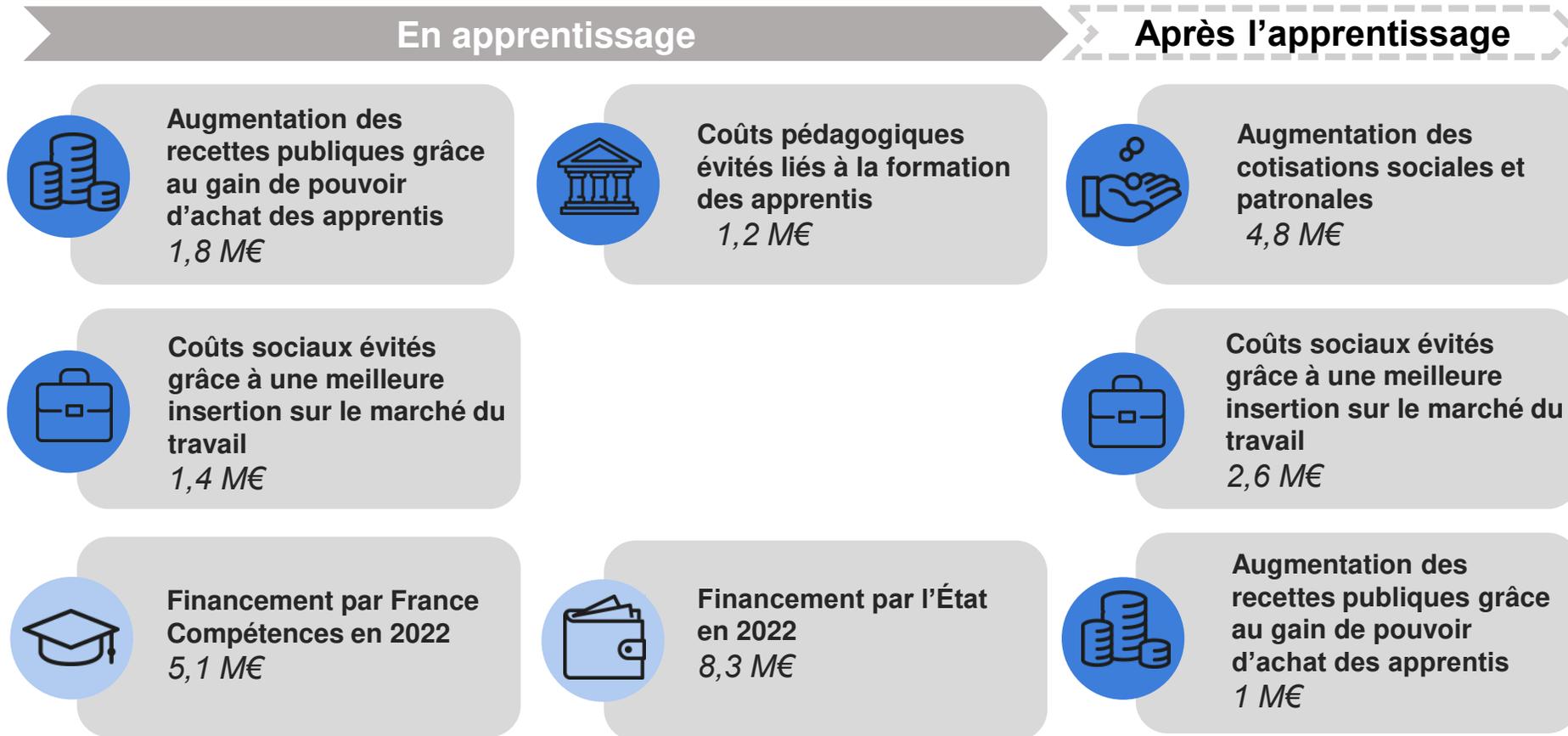
*Différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au **développement économique du pays**. Il s'agit de la valeur ajoutée indirecte, créée par la société grâce au surplus de consommation des apprentis.*

Retombées positives pour les finances publiques : recettes supplémentaires et coûts évités (cf. détails plus haut)

N.B. : Pour des raisons méthodologiques (définition de périmètre et redondances à exclure), les retombées présentes ici ne peuvent pas être simplement additionnées entre elles. Par exemple, certains gains de salaire dans l'économie sont déjà modélisés dans l'élément « Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis. »

Vision globale de l'impact économique

Événementiel



N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.

Le rapport coûts-bénéfices



Financement par l'État
en 2022
109 M€



Financement par France
Compétences en 2022
66,6 M€

N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.



Coûts sociaux évités grâce
à une meilleure insertion
sur le marché du travail
44 M€



Augmentation des
recettes publiques grâce au
gain de pouvoir d'achat des
apprentis
31,3 M€



Augmentation des
cotisations sociales et
patronales
60,5 M€



Coûts pédagogiques évités
liés à la formation des
apprentis
19,5 M€

Ingénierie

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 89 % de leurs dépenses** dans l'apprentissage dans ce secteur.

SROI : 0,89
- 20,2 M€

176 M€

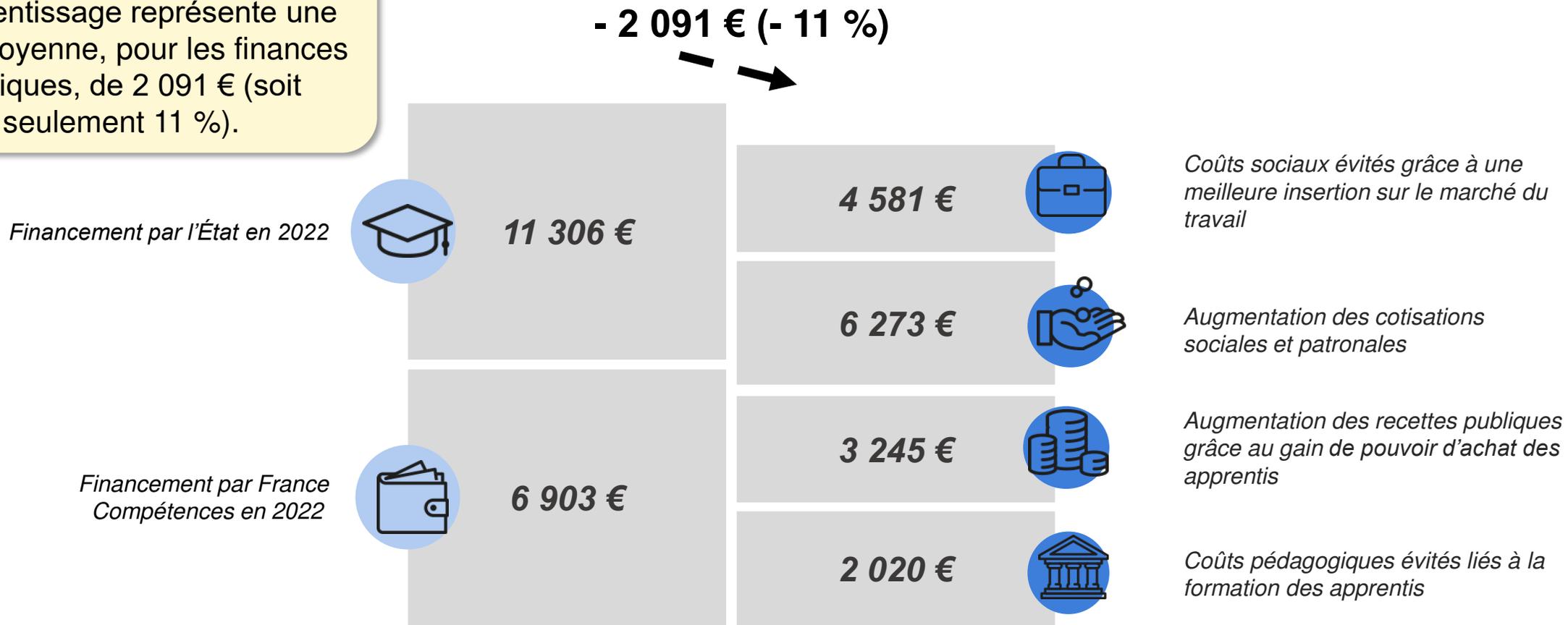
155 M€

Le financement *Les retombées*



Le rapport coûts-bénéfices

Dans ce secteur, un contrat d'apprentissage représente une perte moyenne, pour les finances publiques, de 2 091 € (soit seulement 11 %).



Le financement

Les retombées

Nombre de nouveaux contrats : 9 644



Une valeur ajoutée élargie

L'impact devient largement positif lorsque l'on tient compte de l'impact de l'apprentissage sur les autres parties prenantes (en non uniquement sur les finances publiques).



Le financement



Les retombées

Ingénierie

Différence de salaires gagnés par les apprentis par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas fait d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.

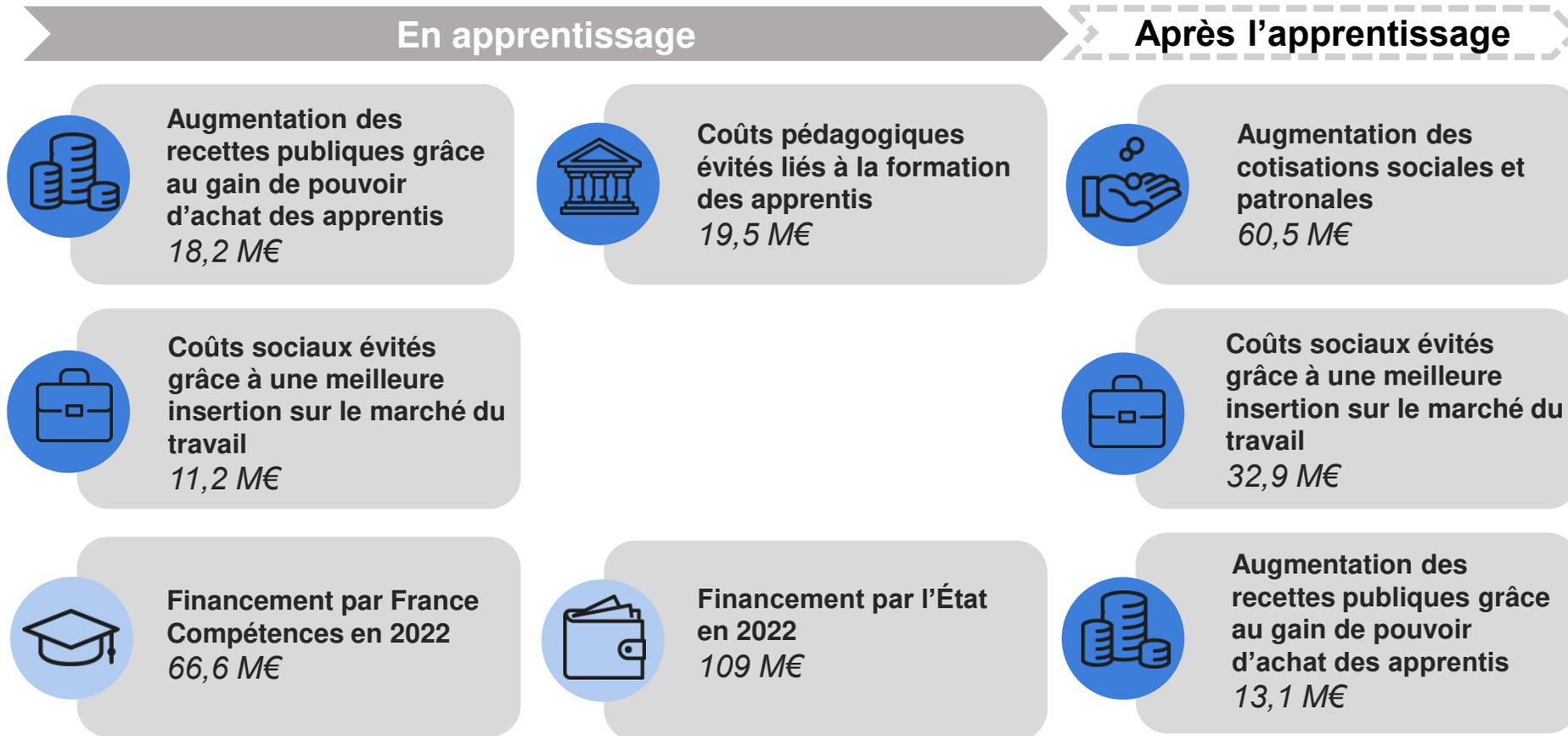
*Différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au **développement économique du pays**. Il s'agit de la valeur ajoutée indirecte, créée par la société grâce au surplus de consommation des apprentis.*

Retombées positives pour les finances publiques : recettes supplémentaires et coûts évités (cf. détails plus haut)

N.B. : Pour des raisons méthodologiques (définition de périmètre et redondances à exclure), les retombées présentes ici ne peuvent pas être simplement additionnées entre elles. Par exemple, certains gains de salaire dans l'économie sont déjà modélisés dans l'élément "Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis".

Vision globale de l'impact économique

Ingénierie



Le rapport coûts-bénéfices



Financement par l'État
en 2022
270 M€



Financement par France
Compétences en 2022
165 M€

N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.



Coûts sociaux évités grâce
à une meilleure insertion
sur le marché du travail
129,5 M€



Augmentation des
recettes publiques grâce au
gain de pouvoir d'achat des
apprentis
85,3 M€



Augmentation des
cotisations sociales et
patronales
173,6 M€



Coûts pédagogiques évités
liés à la formation des
apprentis
44,3 M€

Numérique

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 99 % de leurs dépenses** dans l'apprentissage dans ce secteur.

SROI : 0,99
- 2 M€

435 M€

433 M€

Le financement Les retombées



Le rapport coûts-bénéfices

Numérique

Dans ce secteur, un contrat d'apprentissage représente une perte moyenne, pour les finances publiques, de 106 € (soit seulement 1 %).

- 106 € (- 1 %)

Financement par l'État en 2022



11 306 €

5 417 €



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

7 263 €



Augmentation des cotisations sociales et patronales

Financement par France Compétences en 2022



6 903 €

3 569 €



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

1 855 €



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Le financement

Les retombées

Nombre de nouveaux contrats : 23 904



Une valeur ajoutée élargie

L'impact devient largement positif lorsque l'on tient compte de l'impact de l'apprentissage sur les autres parties prenantes (en non uniquement sur les finances publiques).

435 M€

Le financement

555 M€
Valeur ajoutée directe (apprentis)

242,5 M€
Valeur ajoutée indirecte (société)

433 M€

Les retombées

Numérique

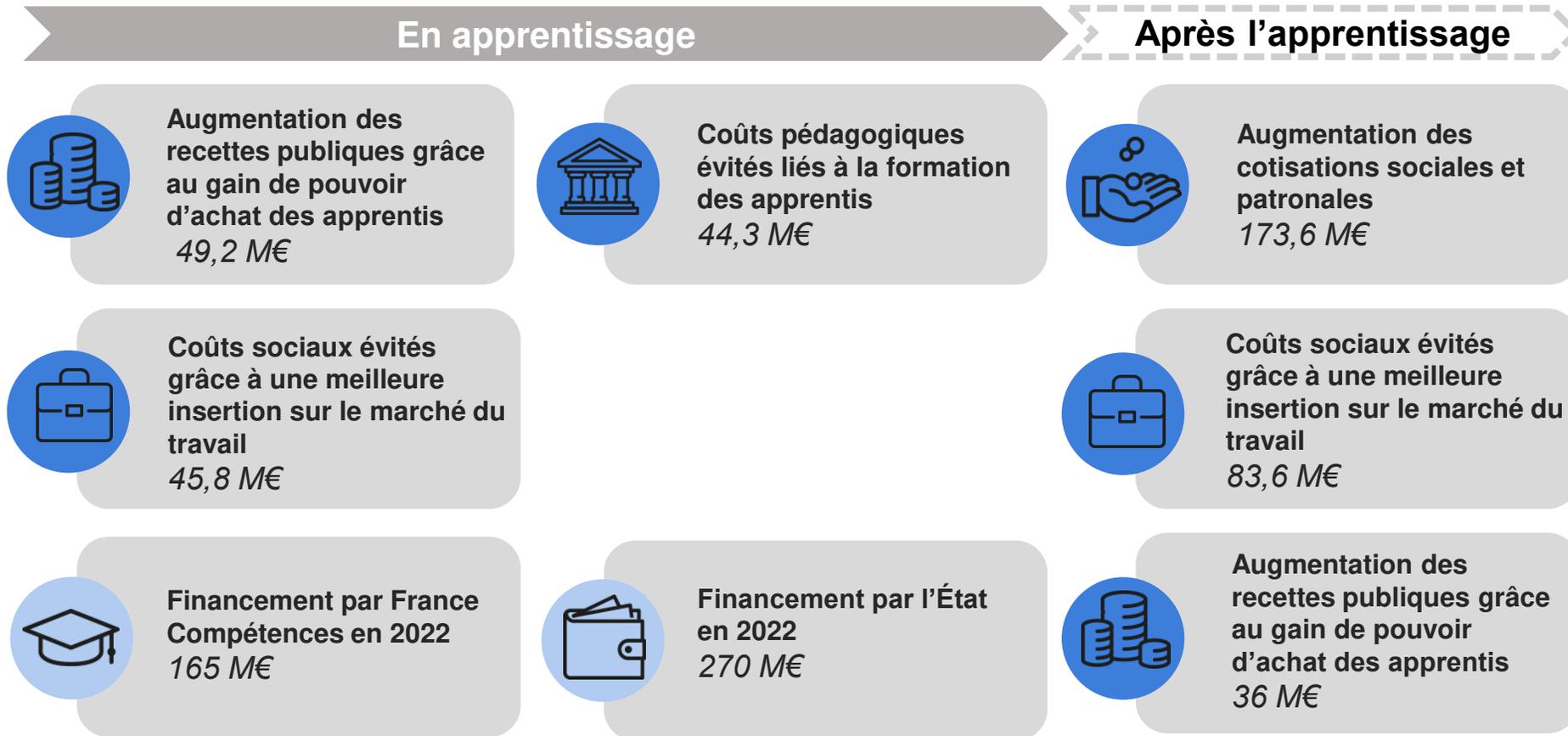
Différence de salaires gagnés par les apprentis par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas fait d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.

*Différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au **développement économique du pays**. Il s'agit de la valeur ajoutée indirecte, créée par la société grâce au surplus de consommation des apprentis.*

Retombées positives pour les finances publiques : recettes supplémentaires et coûts évités (cf. détails plus haut)

Vision globale de l'impact économique

Numérique



Le rapport coûts-bénéfices



Financement par l'État
en 2022
305 k€



Financement par France
Compétences en 2022
186 k€

N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.



Coûts sociaux évités grâce
à une meilleure insertion
sur le marché du travail
158 k€



Augmentation des
recettes publiques grâce au
gain de pouvoir d'achat des
apprentis
108 k€



Augmentation des
cotisations sociales et
patronales
176 k€



Coûts pédagogiques évités
liés à la formation des
apprentis
54 k€

Traduction

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 101 % de leurs dépenses** dans l'apprentissage dans ce secteur.

**SROI : 1,01
+ 4,6 k€**

492 k€

496 k€

Le financement *Les retombées*



Le rapport coûts-bénéfices

Traduction

Dans ce secteur, un contrat d'apprentissage représente un gain moyen, pour les finances publiques, de 169 € (soit 1 %).

+ 169 € (+ 1 %)



Financement par l'État en 2022



11 306 €

5 846 €



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

6 537 €



Augmentation des cotisations sociales et patronales

Financement par France Compétences en 2022



6 903 €

3 991 €



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

2 005 €



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Le financement

Les retombées

Nombre de nouveaux contrats : 27

Une valeur ajoutée élargie

L'impact devient largement positif lorsque l'on tient compte de l'impact de l'apprentissage sur les autres parties prenantes (en non uniquement sur les finances publiques).

492 k€

Le financement

542 k€
Valeur ajoutée directe (apprentis)

307 k€
Valeur ajoutée indirecte (société)

496 k€

Les retombées

Traduction

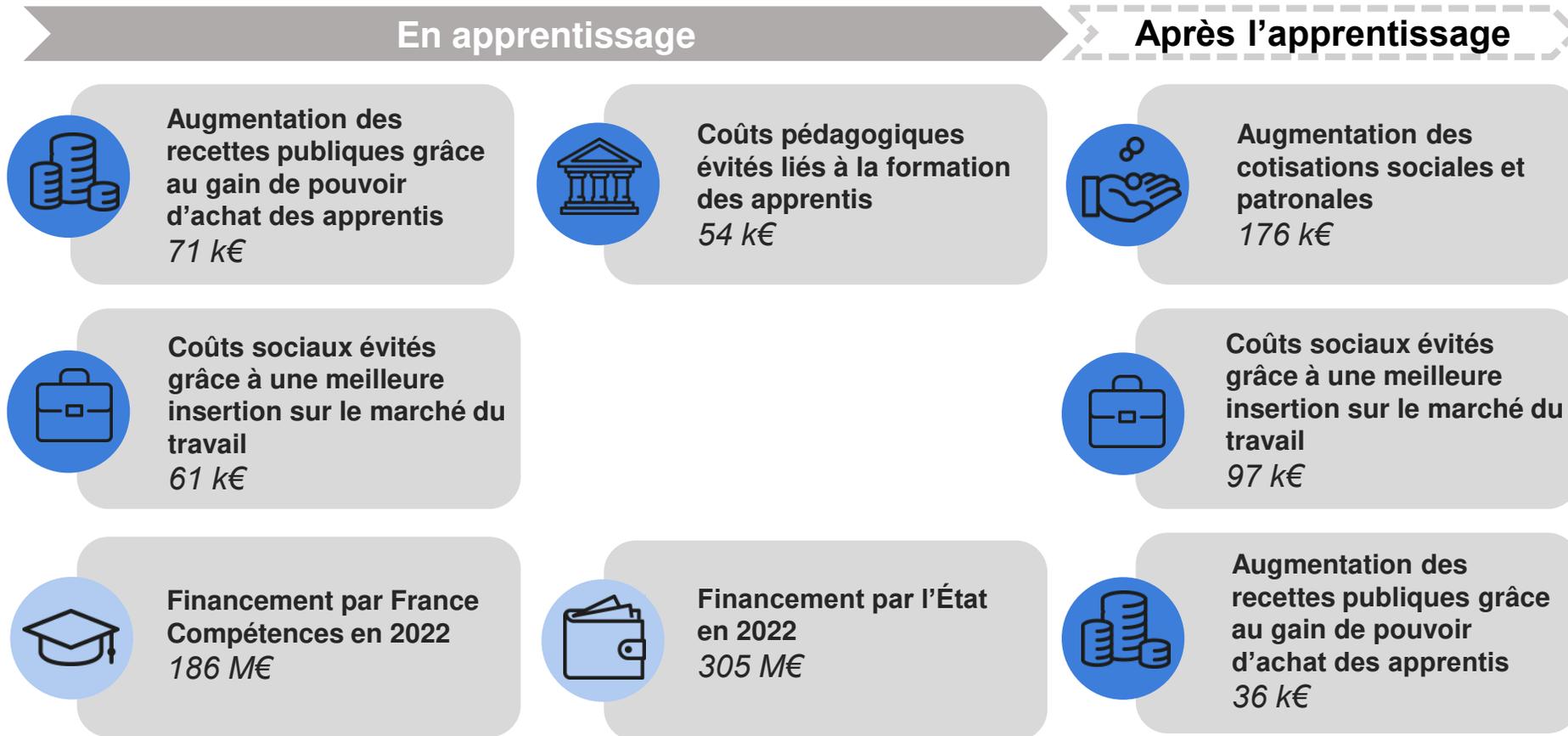
***Différence de salaires gagnés par les apprentis** par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas fait d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.*

*Différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au **développement économique du pays**. Il s'agit de la valeur ajoutée indirecte, créée par la société grâce au surplus de consommation des apprentis.*

***Retombées positives pour les finances publiques** : recettes supplémentaires et coûts évités (cf. détails plus haut)*

Vision globale de l'impact économique

Traduction



N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.

Le rapport coûts-bénéfices



Financement par l'État
en 2022
71,3 M€



Financement par France
Compétences en 2022
43,5 M€

N.B. : Les financements par secteur sont estimés, à partir du nombre de contrats.



Coûts sociaux évités grâce
à une meilleure insertion
sur le marché du travail
29 M€



Augmentation des
recettes publiques grâce au
gain de pouvoir d'achat des
apprentis
15,9 M€



Augmentation des
cotisations sociales et
patronales
30,3 M€



Coûts pédagogiques évités
liés à la formation des
apprentis
10,7 M€

Formation
continue

En plus d'obtenir des retombées sociales positives pour les apprentis, pour les entreprises et pour la société dans son ensemble, **les finances publiques récupèrent 75 % de leurs dépenses** dans l'apprentissage dans ce secteur.

SROI : 0,75
- 29 M€

114,9 M€

85,9 M€

Le financement Les retombées



Le rapport coûts-bénéfices

Dans ce secteur, un contrat d'apprentissage représente une perte moyenne, pour les finances publiques, de 4 590 € (soit 25 %).

-4 590 € (- 25 %)



Financement par l'État en 2022



11 306 €

4 604 €



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

Financement par France Compétences en 2022



6 903 €

4 800 €



Augmentation des cotisations sociales et patronales

2 516 €



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

1 700 €



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Le financement

Les retombées

Nombre de nouveaux contrats : 6 307



Une valeur ajoutée élargie

L'impact devient largement positif lorsque l'on tient compte de l'impact de l'apprentissage sur les autres parties prenantes (en non uniquement sur les finances publiques).

115 M€

Le financement



Les retombées



Différence de salaires gagnés par les apprentis par rapport à un scénario où ces derniers n'auraient pas fait d'apprentissage et auraient obtenu des salaires en moyenne inférieurs, que ce soit pendant ou après l'apprentissage.



Différence d'impact économique engendré par les gains de pouvoir d'achat des apprentis leur permettant d'acheter plus de biens et de consommer plus de services, contribuant ainsi au **développement économique du pays**. Il s'agit de la valeur ajoutée indirecte, créée par la société grâce au surplus de consommation des apprentis.

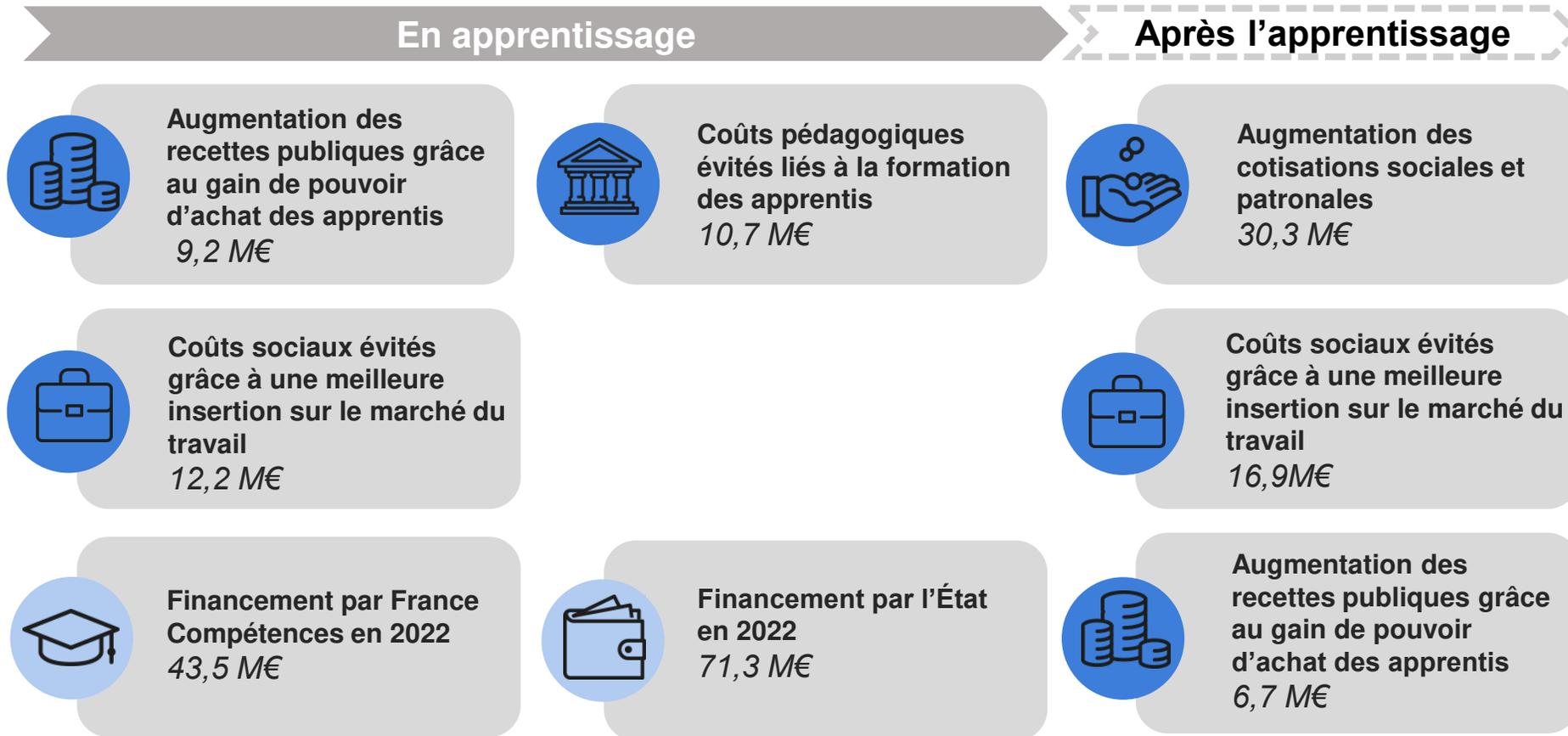


Retombées positives pour les finances publiques : recettes supplémentaires et coûts évités (cf. détails plus haut)

Formation continue

Vision globale de l'impact économique

Formation
continue





6. Détail des modèles

Les chiffres pour illustrer le détail des modèles dans les prochaines pages sont ceux du niveau général (tous secteurs confondus), mais les modèles restent les mêmes au niveau sectoriel.



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques

L'apprentissage bénéficie directement ou indirectement à différents acteurs comme les apprentis, les entreprises et les finances publiques. Pour ces dernières, les bénéfices peuvent prendre la forme de coûts évités ou bien d'une augmentation des recettes publiques. Lors de cette étude, plusieurs impacts aux retombées économiques majeures pour les finances publiques ont été retenus :



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

À niveau de diplôme égal, les apprentis ont tendance à mieux s'insérer sur le marché de l'emploi que les étudiants ayant suivi une formation sans apprentissage. Cette meilleure insertion permet à l'État d'éviter certaines dépenses sociales liées au chômage et à l'inactivité des jeunes.



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

En moyenne, une formation réalisée en apprentissage a un coût pédagogique moins élevé pour les finances publiques. Cette différence peut s'expliquer par le fait qu'un apprenti passe moins de temps à l'école comparé à un élève en formation sans apprentissage, permettant ainsi de diminuer le montant des dépenses liées au fonctionnement de l'enseignement secondaire et supérieur.



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques

L'apprentissage bénéficie directement ou indirectement à différents acteurs comme les apprentis, les entreprises et les finances publiques. Pour ces dernières, les bénéfices peuvent prendre la forme de coûts évités ou bien d'une augmentation des recettes publiques. Lors de cette étude, plusieurs impacts aux retombées économiques majeures pour les finances publiques ont été retenus :



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

L'apprentissage permet aux apprentis de bénéficier d'un salaire et de gagner en pouvoir d'achat. Grâce à cela, ces derniers vont ensuite participer au développement économique du territoire à travers leurs achats. L'État va percevoir des taxes et des impôts sur ces achats, ce qui va augmenter les recettes publiques.



Augmentation des cotisations sociales et patronales

En bénéficiant de salaires plus élevés une fois sur le marché de l'emploi, les apprentis vont donc générer plus de cotisations sociales et engendrer plus de cotisations patronales qui vont ainsi augmenter les recettes publiques.



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

Cet impact se mesure à la fois pendant et après l'apprentissage. En effet, pendant l'apprentissage, l'apprenti exerce une activité rémunérée alors qu'il aurait pu se retrouver en situation de chômage ou d'inactivité dans le cas où il aurait choisi de s'orienter vers le marché du travail plutôt que de continuer ses études sans apprentissage. Après leur formation, les apprentis ont tendance à mieux s'insérer sur le marché du travail et se retrouvent moins souvent en situation de chômage et d'inactivité par rapport à une population n'ayant pas fait d'apprentissage.

Pendant l'apprentissage

L'apprenti exerce une activité rémunérée au lieu de se retrouver au chômage ou en inactivité dans le cas où il aurait choisi de ne pas continuer ses études sans apprentissage et qu'il n'aurait pas trouvé d'emploi

Après l'apprentissage

Une fois sa formation terminée, l'apprenti trouve plus facilement un emploi qu'une personne ayant fait la même formation mais sans apprentissage



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

Après l'apprentissage

Afin de mesurer les coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail des 837 000 apprentis ayant signé leur contrat en 2022, nous avons choisi de nous concentrer sur la part des apprentis ayant obtenu leur diplôme à l'issue de leur formation. Le choix d'exclure les apprentis non diplômés du cadre de la mesure de cet impact s'explique par le fait qu'il n'est pas pertinent d'attribuer à l'apprentissage leur condition d'insertion sur le marché du travail puisque ces derniers n'ont pas complété leur formation. Il faut cependant souligner que l'apprentissage leur a probablement été bénéfique d'une certaine façon mais qui ne sera pas mesurée dans cette étude. Concernant les apprentis en poursuite d'études après la fin de leur contrat signé en 2022, nous nous sommes appuyés sur une étude du CPU indiquant que 30 % d'entre eux n'auraient pas continué leurs études sans apprentissage. Bien que ces 30 % ne correspondent pas à tous les niveaux de diplôme, cette donnée donne un ordre de grandeur de l'influence de l'apprentissage dans la poursuite d'études. Dans notre modèle, nous excluons les 70 % restants puisque ces derniers vont alors bénéficier d'une autre formation même si l'apprentissage aura probablement été bénéfique pour intégrer cette nouvelle formation.

01

Revue de la littérature pour identifier le coût en aides sociales liées au chômage et à l'inactivité ainsi que la situation des apprentis après leur formation.

02

Mesure de l'insertion sur le marché du travail après l'apprentissage et modélisation de cette insertion sur 10 ans pour identifier le nombre de chômeurs et d'inactifs.

03

Comparaison du nombre de chômeurs et d'inactifs avec une population de taille équivalente et de niveau de formation équivalent mais sans apprentissage pour déterminer les coûts évités pour les finances publiques.



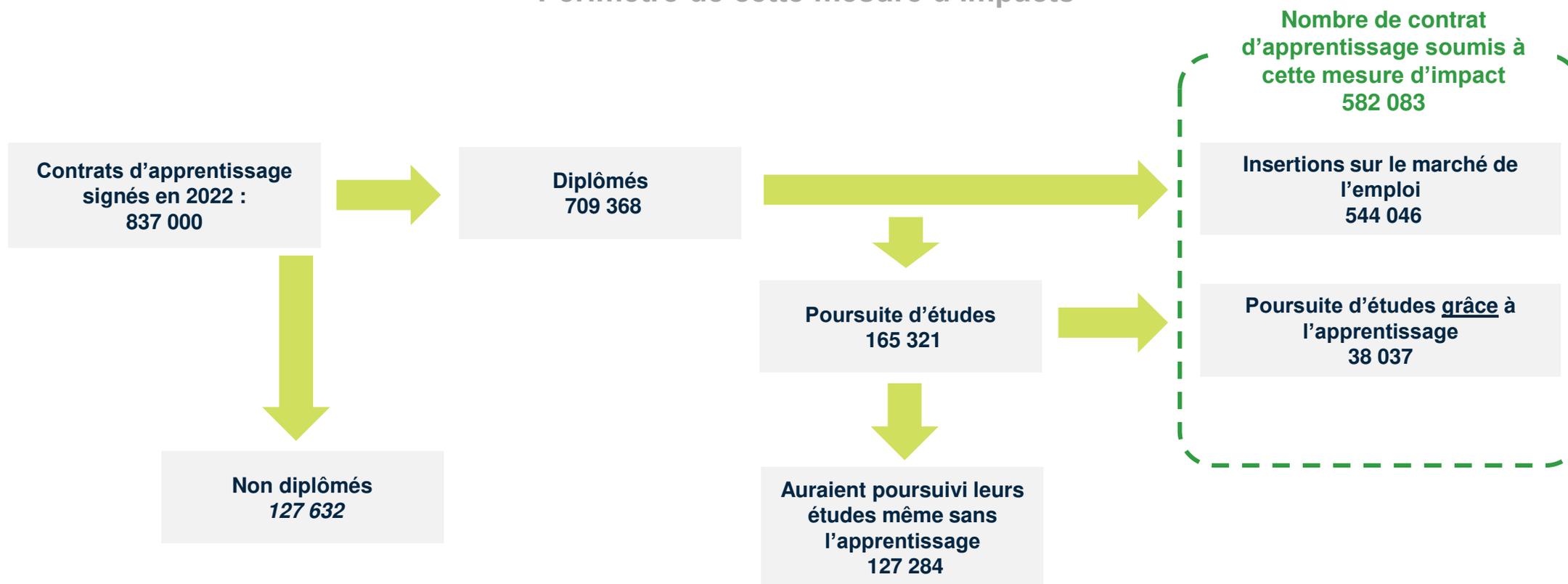
Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

Après l'apprentissage

Périmètre de cette mesure d'impacts





Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

Après l'apprentissage

Un jeune au chômage ou sans activité représente un coût pour les finances publiques du fait des aides sociales qui lui sont alors versées. Selon l'étude « Neets Young people Not In Employment, Education or Training : Characteristics, costs and policy responses in Europe » publiée en 2011 par l'agence européenne, Eurofond, un jeune ni en emploi, ni en étude ou formation coûtait 11 657 € en aides sociales en 2011. Cette étude compare un jeune inactif à son double en activité (même âge, milieu sociale, opportunités, etc.) grâce à des méthodes d'analyses statistiques.

Coût en aides sociales d'un jeune ni en emploi, ni en étude ou formation
13 490 € (en valeur actualisée pour 2022)

Pris en compte	Non pris en compte
<ul style="list-style-type: none"> • Allocations chômage • Aides au logement • Minima sociaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Frais de justice • Frais de santé

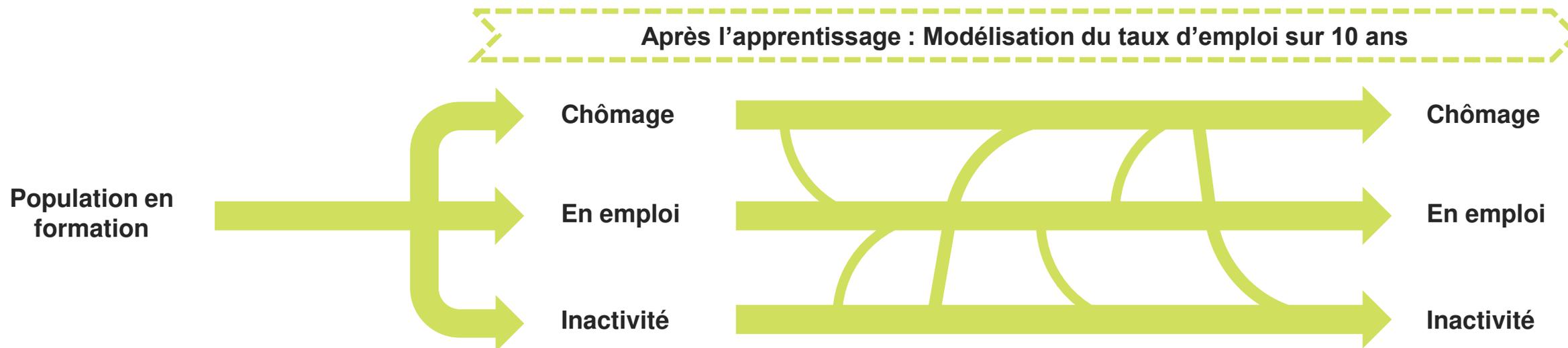


Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

La modélisation de la situation professionnelle des apprentis sur les dix années qui suivent leur sortie de formation se base sur plusieurs données issues d'organismes publics. Pour connaître leur situation à la sortie, nous nous sommes basés sur les taux d'insertion à 6 mois après la sortie de la formation. À partir de cela, nous avons modélisé l'évolution de leur situation professionnelle dans le temps grâce aux transitions trimestrielles fournies par l'INSEE. Ces transitions indiquent la probabilité d'être dans l'une des trois situations suivantes : en emploi, au chômage ou en inactivité en fonction de sa situation au trimestre précédent. Cette modélisation nous permet de connaître le nombre d'apprentis au chômage ou en inactivité année après année. Le choix de modéliser cet impact sur 10 ans s'explique par le fait qu'après cette durée, le taux d'emploi est sensiblement identique à celui d'une population n'ayant pas fait d'apprentissage.





Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail Après l'apprentissage

Pour mesurer les coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail, nous comparons la situation professionnelle des apprentis après leur sortie de formation avec celle d'une population de taille équivalente et ayant suivi une formation équivalente mais sans apprentissage. En modélisant cette situation professionnelle dans le temps, nous pouvons ainsi déterminer la différence du nombre de chômeurs et d'inactifs entre les deux populations sur plusieurs années. En multipliant ce nombre par le coût moyen d'une personne au chômage ou en inactivité pour les finances publiques, nous pouvons mesurer les coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion des apprentis sur le marché du travail.

Situation professionnelle des apprentis après leur sorti de formation

Modélisation du taux d'emploi sur 10 ans

Situation professionnelle d'une population de taille équivalente diplômé d'une formation équivalente sans apprentissage

Modélisation du taux d'emploi sur 10 ans

Différence du nombre de chômeurs et d'inactifs par an sur 10 ans
287 827

x

Coût d'une personne au chômage ou en inactivité
13 490 €

=

Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail
3,5 Md€*



**Les résultats étant issus d'une modélisation sur plusieurs années, un taux d'actualisation est appliqué aux résultats obtenus. Dans cette étude, le taux d'actualisation est de 4,5 %, issu du rapport Quinet pour France Stratégie intitulé L'investissement social à l'épreuve, paru en 2019.*

L'ensemble des sources utilisées dans la mesure de cet impact se trouvent en annexes



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail

Pendant l'apprentissage

Afin de mesurer les coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail pendant l'apprentissage, nous mesurons le nombre de personnes qui se seraient retrouvées en situation de chômage ou d'inactivité dans un scénario sans apprentissage pendant la durée moyenne d'un contrat d'apprentissage. Pour cela, nous déterminons le nombre d'individus qui n'auraient pas continué leurs études sans apprentissage et qui auraient donc fait le choix de chercher un emploi par niveau de diplômes. Ensuite, nous identifions le nombre de personnes en situation de chômage et d'inactivité à partir des taux de sortie à 6 mois par niveau de diplôme que nous faisons évoluer dans le temps pour déterminer le coût total évité. Dans cette mesure, lorsqu'un individu aurait dû préparer un diplôme en apprentissage mais qu'il décide de travailler dans le scénario sans apprentissage, celui-ci se verra attribué les taux de sorties du niveau de diplôme inférieur.

Nombre d'étudiants qui n'auraient pas poursuivi leurs études sans l'apprentissage
161 832

Modélisation du taux d'emploi sur 20 mois

Différence du nombre de chômeurs et d'inactifs sur 20 mois
178 689

X

Coût en aides social d'une personne au chômage ou en inactivité
13 490 €

=

Coûts sociaux évités grâce à une meilleure insertion sur le marché du travail
2,3 Md€*



*Les résultats étant issus d'une modélisation sur plusieurs années, un taux d'actualisation est appliqué aux résultats obtenus. Dans cette étude, le taux d'actualisation est de 4,5 %, issu du rapport Quinet pour France Stratégie intitulé L'investissement social à l'épreuve, paru en 2019.



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

Cet impact se mesure à la fois pendant et après l'apprentissage. En effet, pendant l'apprentissage, l'apprenti exerce une activité rémunérée alors qu'il aurait pu se retrouver en situation de chômage ou d'inactivité dans le cas où il aurait choisi de s'orienter vers le marché du travail plutôt que de continuer ses études sans apprentissage. Après leur formation, les apprentis ont tendance à mieux s'insérer sur le marché du travail et se retrouvent moins souvent en situation de chômage et d'inactivité par rapport à une population n'ayant pas fait d'apprentissage.

Pendant l'apprentissage

L'ensemble des salaires versés lors des contrats d'apprentissage est supérieur aux salaires obtenus dans un scénario où l'individu choisi de travailler ou de suivre des études sans apprentissage (avec ou sans emploi étudiant)

Après l'apprentissage

L'apprenti perçoit un salaire plus élevé qu'une personne avec le même niveau de formation mais n'ayant pas fait d'apprentissage



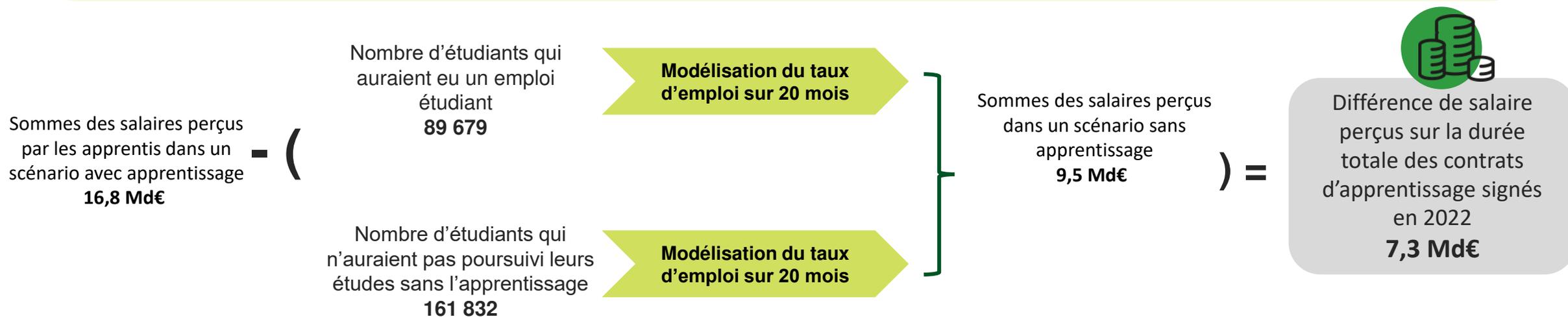
Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

Pendant l'apprentissage

Dans un scénario sans apprentissage, les individus auraient soit continué leurs études, soit intégré le marché du travail. Certains étudiants auraient par ailleurs pris un emploi étudiant. En comparant la somme des salaires perçus par les apprentis avec la somme des salaires perçus par les individus dans un scénario sans apprentissage, nous pouvons ainsi estimer le gain de pouvoir d'achat des apprentis. Cette mesure est réalisée sur l'ensemble de la durée moyenne d'un contrat d'apprentissage, en faisant évoluer les situations des individus grâce aux transitions trimestrielles de l'INSEE, aux taux de sorties à 6 mois par niveau de diplôme et aux salaires médian mesurés par le CEREQ. Dans cette mesure, lorsqu'un individu aurait dû préparer un diplôme en apprentissage mais qu'il décide de travailler, dans le scénario sans apprentissage, celui-ci se verra attribué le salaire et les taux de sorties du niveau de diplôme inférieur.





Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

Pendant l'apprentissage

L'apprentissage permet aux apprentis de bénéficier d'un salaire et de gagner en pouvoir d'achat lors de leur formation. Grâce à cela, ces derniers vont ensuite participer au développement économique des régions à travers leurs achats de produits et services. L'État va percevoir des taxes et des impôts sur ces achats qui vont ainsi augmenter les recettes publiques. Par ailleurs, la contribution au développement économique par les apprentis va permettre à l'État d'éviter certaines dépenses publiques. Grâce à nos outils Thésaurus Finances Publiques et Thésaurus Leontief, nous avons pu mesurer ce gain de recettes publiques et cette diminution des dépenses publiques pour l'ensemble du territoire.

Différence de salaires
perçus sur la durée
totale des contrats
d'apprentissage signés
en 2022
7,3 Md€



Richesse induite
produite par les
salaires des apprentis
5,6 Md€



Augmentation des
recettes publiques grâce
au gain de pouvoir
d'achat des apprentis
1,9 Md€



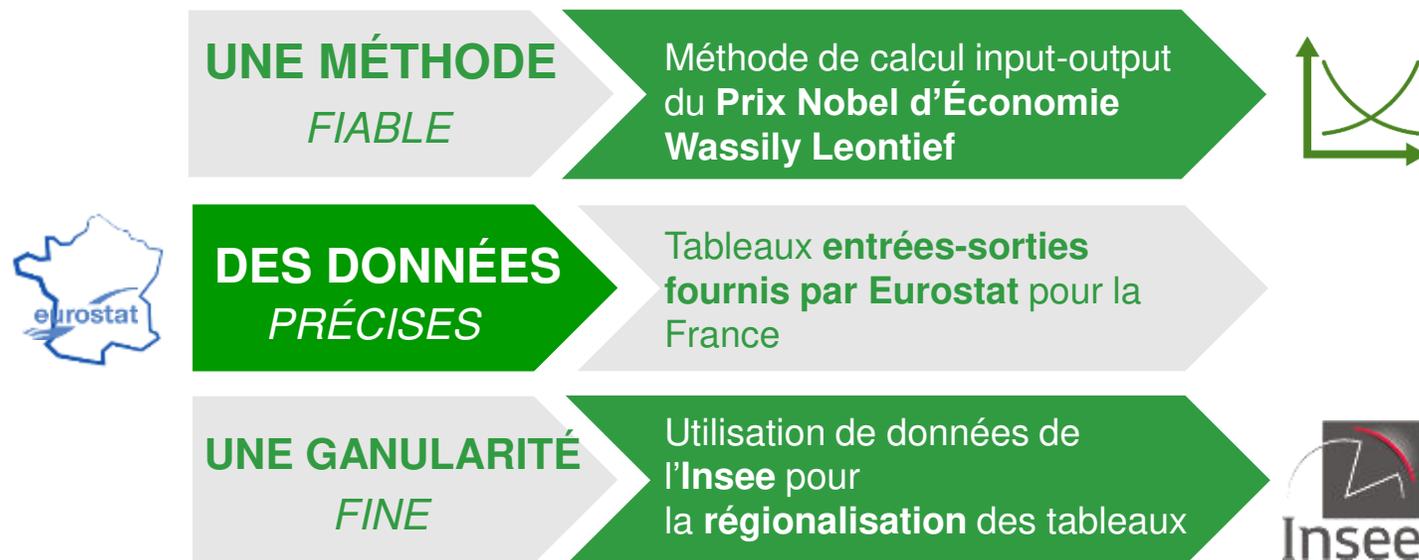
Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

L'OUTIL THÉSAURUS LEONTIEF

Pour calculer l'impact économique des salaires perçus par les apprentis, nous utilisons notre outil Thésaurus-Leontief. Il se fonde sur des travaux académiques reconnus et des données fiables pour retracer les flux économiques entre secteurs d'activité sur un territoire donné. L'outil permet d'obtenir la richesse induite générée par les dépenses des apprentis sur les territoires.





Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

Pendant l'apprentissage

L'OUTIL THÉSAURUS FINANCES PUBLIQUES

L'outil *Thésaurus Finances Publiques* permet de calculer l'impact d'un changement sur les recettes et les dépenses publiques. Pour cela, nous estimons d'abord la variation du PIB induite par ce changement. Ensuite, nous utilisons les estimations des élasticités des dépenses et des recettes à l'écart de production, proposées par Mourre et al. (2014) dans le cadre des travaux de la Commission européenne. La différence entre la variation des recettes publiques et la variation des dépenses publiques permet de mesurer l'impact d'un changement sur les finances publiques. Dans notre cas, la variation du PIB correspond à la richesse induite produite par la consommation des apprentis mesurée par notre outil *Thésaurus Leontief*.

Richesse induite
produite par les
salaires des apprentis
5,6 Md€



Diminution des
dépenses publiques
0,3 Md€

Augmentation des
recettes publiques
1,6 Md€



Augmentation des
recettes publiques grâce
au gain de pouvoir
d'achat des apprentis
1,9 Md€



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

Après l'apprentissage

À niveau de formation égal, le salaire médian d'un apprenti trois ans après sa sortie de formation est supérieur au salaire médian d'une personne ayant suivi une formation sans apprentissage d'après le CEREQ. Ce gain de consommation va permettre à l'État d'éviter certaines dépenses publiques ayant pour objectif de soutenir l'économie et de percevoir des impôts et taxes. Pour mesurer cet impact, nous nous appuyons sur la modélisation du taux d'activité des apprentis et la comparaison avec une population de taille équivalente et de niveau de diplôme équivalent mais sans apprentissage pour évaluer la différence totale du niveau de vie des individus. Du fait des données disponibles, nous utilisons cette méthode pour les 3 années qui suivent la sortie de la formation. Au-delà, nous appliquons le manque à gagner pour les finances publiques d'un jeune ni en emploi, ni en formation mesuré par Eurofound.

Différence de niveau de vie sur les 3 années qui suivent la formation
4,9 Md€



Thésaurus Leontief

Richesse induite produite par la différence de salaires des apprentis
3,8 Md€



Thésaurus Finances Publiques

1,1 Md€

Différence de personnes au chômage et en inactivité sur de la 4^{ème} année à la 10^{ème} année qui suivent la formation
73 996

X

Manque à gagner annuel pour les finances publiques généré par le chômage ou l'inactivité d'une personne
1 263 €

=

0,09 Md€



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis
1,29 Md€



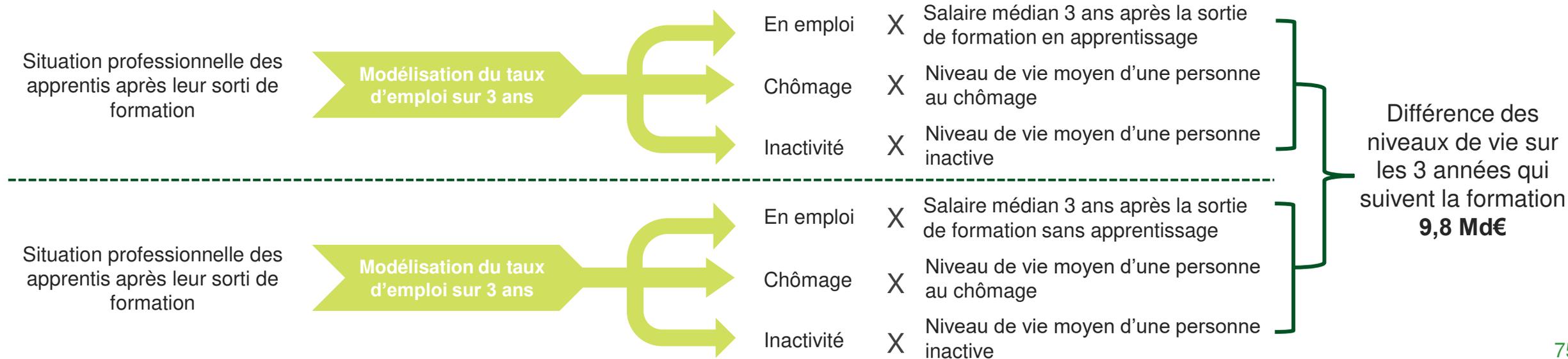
Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

Après l'apprentissage

Afin d'avoir un cadre de comparaison des salaires entre des individus ayant suivi une formation en apprentissage et d'autres sans, nous nous appuyons sur l'étude menée en 2013 par le CEREQ auprès d'individus ayant terminé leurs études en 2010. Bien que cette étude se base sur des personnes ayant bénéficié de l'apprentissage il y a une dizaine d'années, cette étude nous permet d'avoir des écarts représentatifs et basés sur le même référentiel. Au regard de la littérature, on peut supposer que cet écart est du même ordre de grandeur de nos jours. A partir des modélisations sur le taux d'emploi sur 3 ans, nous avons pu déterminer la somme des salaires perçus par les personnes en emploi pour les deux populations ainsi que les niveaux de vie des personnes en situation de chômage ou d'inactivités issus respectivement de la DREES et l'INSEE. Cette évaluation nous a permis d'établir la différence totale de niveau de vie des deux populations et ainsi de mesurer l'impact de l'apprentissage sur le niveau de vie des individus après l'apprentissage et l'impact de cette différence de niveau de vie sur les finances publiques.





Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des recettes publiques grâce au gain de pouvoir d'achat des apprentis

Après l'apprentissage

Un jeune au chômage ou sans activité représente un manque à gagner pour les finances publiques du fait qu'en ne percevant aucun salaire, celui-ci ne paie pas de cotisations sociales ni d'impôts sur le revenu. Par ailleurs, celui-ci a une activité économique plus faible due à un niveau de revenu moindre. Selon l'étude « Needs Young people Not In Employment, Education or Training : Characteristics, costs and policy responses in Europe » publiée en 2012 par l'agence européenne Eurofond, un jeune ni en emploi, ni en étude ou formation représente un manque à gagner de 1 091 €.

1 263 € en valeur actualisée pour 2022

Manque à gagner d'un jeune ni en emploi, ni en étude ou formation

Pris en compte	Non pris en compte
<ul style="list-style-type: none"> • Cotisations sociales • Impôts sur le revenu • Activité économique 	<ul style="list-style-type: none"> • Taxes indirectes



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

En moyenne, une formation réalisée en apprentissage a un coût pédagogique moins élevé pour les finances publiques. Cette différence peut s'expliquer par le fait qu'un apprenti passe moins de temps à l'école comparé à un élève en formation sans apprentissage, ce qui permet de diminuer le montant des dépenses liées au fonctionnement de l'enseignement secondaire et supérieur. La mesure de cet impact n'a pas pour objectif de comparer les deux systèmes de formation (Apprentissage / Sans Apprentissage) qui sont complémentaires mais de mesurer le transfert de coûts pédagogiques des finances publiques vers les entreprises qui vont assurer une partie de la formation de l'apprenti.

	Nombres d'apprentis		Différence de coût annuel pour les finances publiques par individu		Différence totale annuelle
Secondaire	304 668	x	2 213 €	=	674 M€
BAC+2	185 814	x	1 099 €	=	204 M€
Supérieur (BAC+3 et plus)	346 518	x	954 €	=	331 M€

} X

Durée moyenne en années d'un contrat d'apprentissage
1,66

=



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis
1,75 Md€*

*Les résultats étant issus d'une modélisation sur plusieurs années, un taux d'actualisation est appliqué aux résultats obtenus. Dans cette étude, le taux d'actualisation est de 4,5 %, issu du rapport Quinet pour France Stratégie intitulé L'investissement social à l'épreuve, paru en 2019.



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Afin de mesurer l'impact des coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis, le coût moyen d'un étudiant du secondaire ou du supérieur est pondéré par la part que représente la dépense des finances publiques dans ce coût. En effet, d'autres acteurs permettent le financement de la formation des jeunes, comme les entreprises ou les ménages. Par manque de données, nous n'avons pas pu comparer les différents types de niveaux de formation mais uniquement faire la distinction entre secondaire et supérieur. Cependant, cette limite dans la finesse des résultats n'affecte en aucun cas le résultat global de cette mesure d'impact.

Secondaire

Coût d'un élève du second degré
Valeur actualisée en 2022
10 920 €

X

Part des dépenses des finances publiques dans le budget de l'enseignement secondaire en 2019
89,5 %

-

Coût contrat moyen
Valeur actualisée en 2022
8 823 €

=

Différence de coût annuel pour les finances publiques par individu du secondaire
950 €

BAC +2

Coût moyen d'un étudiant dans le supérieur
Valeur actualisée en 2022
12 477 €

X

Part des dépenses des finances publiques dans le budget de l'enseignement supérieur en 2019
75,2 %

-

Coût contrat moyen en 2019
8 428 €

=

Différence de coût annuel pour les finances publiques par individu du secondaire
954 €

L'ensemble des sources utilisées dans la mesure de cet impact se trouvent en annexes



Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis

Afin de mesurer l'impact des coûts pédagogiques évités liés à la formation des apprentis, le coût moyen d'un étudiant du secondaire ou du supérieur est pondéré par la part que représente la dépense des finances publiques dans ce coût. En effet, d'autres acteurs permettent le financement de la formation des jeunes, comme les entreprises ou les ménages. Par manque de données, nous n'avons pas pu comparer les différents types de niveaux de formation mais uniquement faire la distinction entre secondaire et supérieur. Cependant, cette limite dans la finesse des résultats n'affecte en aucun cas le résultat global de cette mesure d'impact.

Supérieur (I & II)

Coût moyen d'un étudiant dans le supérieur Valeur actualisée en 2022 12 477 €	X	Part des dépenses des finances publiques dans le budget de l'enseignement supérieur en 2021 75,2 %	-	Prise en charge moyenne d'un contrat dans le supérieur 8 428 €	=	Différence de coût annuel pour les finances publiques par individu du supérieur 954 €
--	----------	--	----------	--	----------	---

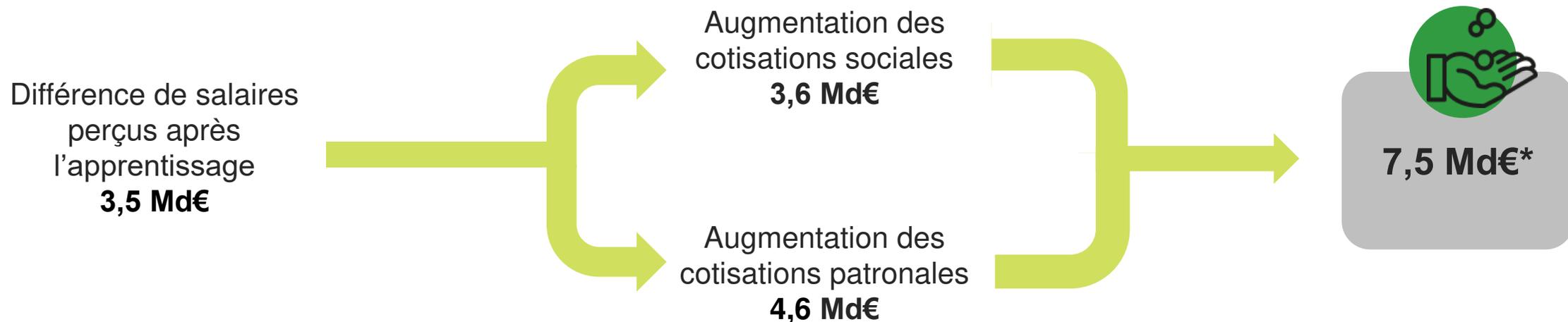


Les bénéficiaires de l'apprentissage et leurs retombées économiques



Augmentation des cotisations sociales et patronales

En bénéficiant de salaires plus élevés une fois sur le marché de l'emploi, les apprentis vont générer plus de cotisations sociales et engendrer plus de cotisations patronales qui vont ainsi augmenter les recettes publiques. Par manque de données cet impact est mesuré sur les 3 années qui suivent la sortie de l'alternance mais se poursuit au-delà.



**Les résultats étant issus d'une modélisation sur plusieurs années, un taux d'actualisation est appliqué aux résultats obtenus. Dans cette étude, le taux d'actualisation est de 4,5 %, issu du rapport Quinet pour France Stratégie intitulé L'investissement social à l'épreuve, paru en 2019.*



7. Annexes



BIBLIOGRAPHIE

- Eurofound - NEETs Young people not in employment, education or training Characteristics, costs and policy responses in Europe (p79 ; 87 pdf), (2011)
- Insee Références, édition 2019 - Fiches - Activité, inactivité
- Les jeunes ni en études, ni en emploi, ni en formation (NEET) quels profils et quels parcours , Dares (2022)
- Fiche Insertion Professionnelle, Insee, 2022
- L'investissement social à l'épreuve, France Stratégie, 2019
- L'insertion professionnelle des apprentis, Academie de Nancy-Metz, (2022)
- Situation d'activité, Insee, 2016
- Le contrat d'apprentissage, Dares, 2023, <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/le-contrat-dapprentissage>
- Données Atlas 2022 (issues des Cerfa)
- Données Akto 2022 (issues des Cerfa)
- Rapport-dactivite-2022_Vdigitale.pdf (francecompetences.fr); page 13;
https://www.francecompetences.fr/app/uploads/2023/06/Rapport-dactivite-2022_Vdigitale.pdf
- <https://www.ccomptes.fr/system/files/2023-07/20230707-note-thematique-Soutien-public-formation-professionnelle-apprentissage.pdf>
- <https://www.alternance-professionnelle.fr/wp-content/uploads/2021/02/chiffres-apprentissage-2022.pdf>
- Observatoire des étudiants en alternance, 2020
- L'état de l'école, Depp, (2022), p34
- Synthèse France compétences
- <https://travail-emploi.gouv.fr/formation-professionnelle/formation-en-alternance-10751/> ; <https://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/fr/l-alternance-dans-le-superieur-46509#:~:text=Descriptif%20de%20la%20formation%20en,%27un%20ma%C3%AEtre%20d%27apprentissage.>



BIBLIOGRAPHIE

- L'état de l'école, Depp, (2022), p36
- Rapport de synthèse, le financement et les effectifs de l'apprentissage, données 2018, France compétences 2021
- Les chiffres de l'apprentissage en 2022
- Baromètre 2021 des jeunes diplômés, Apec, 2021 (moyenne pondérée pour enlever les 6 % en formation)
- Enquête IVA, 2019, ramené en base 100, <https://data.education.gouv.fr/explore/dataset/fr-en-iva-classe-sortie/table/>
- Enquête IVA, 2019, https://data.education.gouv.fr/explore/dataset/fr-en-iva-classe-sortie/table/?refine.classe_de_sortie=CAP+terminale
- Enquête IVA, 2019, IVA situation en fonction de la classe de sortie — Éducation Nationale - Accueil (education.gouv.fr)
- Etude Macro-Economique sur le coût de la privation d'emploi, ATD Quart Monde, 2017
- L'obtention du diplôme demeure déterminante dans l'insertion des apprentis, <https://www.education.gouv.fr/l-obtention-du-diplome-demeure-determinante-dans-l-insertion-des-apprentis-12563>
- L'obtention du diplôme demeure déterminante dans l'insertion des apprentis, <https://www.education.gouv.fr/l-obtention-du-diplome-demeure-determinante-dans-l-insertion-des-apprentis-12564>
- L'obtention du diplôme demeure déterminante dans l'insertion des apprentis, <https://www.education.gouv.fr/l-obtention-du-diplome-demeure-determinante-dans-l-insertion-des-apprentis-12565>
- France Apprentissage 2019
- Note flash du SIES numéro 25, *Avant l'arrivée de la Covid, une conjoncture très favorable à l'insertion des licences professionnelles*, SIES, 2020
- Baromètre 2021 des jeunes diplômés, Apec, 2021 (hypothèses à partir des 2 % qui poursuivent une formation après un Bac+5)
- Produit intérieur brut des pays de la zone euro | Insee
- Caractéristiques des contrats d'apprentissage de 1993 à 2022
- <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/donnees/le-contrat-dapprentissage>



 **goodwill
management**
GROUPE BAKER TILLY



Astrid Forget

Manager sénior

+33 1 70 91 43 49

astrid.forget@goodwill-management.com

Labellisé
depuis 2014



RSE Positive
labellucie.com



goodwill-management.com

Now, for tomorrow